



CONSEIL MUNICIPAL

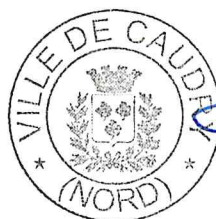
Mes Chers Collègues,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir sous ce pli le Procès-Verbal de la séance du **Conseil Municipal du Jeudi 14 Septembre 2023** qui sera soumis à votre approbation lors de notre prochaine réunion.

Il me serait agréable que vous fassiez connaître vos éventuelles remarques sur ce document auprès de Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services, avant la prochaine réunion, afin de me permettre de les étudier et d'y répondre.

Vous en souhaitant bonne réception,

Je vous prie de croire, Chers Collègues, à l'assurance de ma considération distinguée.



Le Maire,


Frédéric BRICOUT



CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU JEUDI 14 SEPTEMBRE 2023 - 18 H 30 -

PROCÈS-VERBAL

Le Jeudi 14 Septembre 2023, le Conseil Municipal de CAUDRY, régulièrement convoqué par courrier du 8 Septembre 2023, s'est réuni en séance publique, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Frédéric BRICOUT, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 33

Membres présents : M. BRICOUT Frédéric, Maire ; Mme BERANGER Agnès, Mme TRIOUX-COURBET Sandrine, M. Riquet Alain, Mme THUILLEZ Martine, M. DOYER Claude, Mme RICHOMME Liliane, Adjoints au Maire ; Mme PLUCHART Claudine, Mme PRUVOT Brigitte, M. DEVIENNE Marc, M. MARIN Yves, Mme CHATELAIN Nathalie, M. DEUDON José, M. BALEDENT Matthieu, Mme DENIZON-LEVEAUX Violenne, Mme MATON Audrey, M. HISBERGUE Antoine, M. ROUSSEAU Jérémy, Mme CAILLAUX Céline, M. BRULANT Damien, M. BAUDOUX Aurélien, Mme DEMARQUE Ophélie, M. COLLIN Denis, Mme DISDIER Mélanie, Mme DESREUMAUX Sophie, Conseillers Municipaux formant la majorité des membres en exercice.

Membres absents ayant donné procuration (7) :

Mme MERY-DUEZ Anne-Sophie : procuration à M. BRICOUT Frédéric
M. POULAIN Bernard : procuration à Mme PLUCHART Claudine
M. BONIFACE Didier : procuration à M. BAUDOUX Aurélien
Mme DAUCHET Martine : procuration à Mme THUILLEZ Martine
M. CHMIELEWSKI Dominique : procuration à M. DEVIENNE Marc
Mme NAVEZ Patricia : procuration à M. DOYER Claude
M. DECALION Ismaël : procuration à Mme RICHOMME Liliane

Membre absent excusé :

M. BAJODEK Alban

Est désigné secrétaire de séance : Mme DEMARQUE Ophélie

Monsieur le Maire : *« Bonsoir, Messieurs, Dames, donc bienvenue à toutes et tous pour ce conseil municipal de rentrée. Bienvenue à nos visiteurs, avec Monsieur, que j'ai eu le plaisir de rencontrer, qui nous vient de Lyon et qui assiste à son premier conseil municipal à Caudry et je crois, premier conseil municipal tout court, voilà bienvenue à vous. Nous allons procéder à l'appel. »*

Monsieur le Maire procède à l'appel.

Monsieur le Maire : *« Merci bien, Messieurs, Dames. »*

1. APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 9 JUIN 2023

Procès verbal distribué le 05/09/2023

Monsieur le Maire : « *Nous allons commencer la séance par l'approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 9 juin 2023. Vous avez toutes et tous été destinataires de ce procès-verbal. Est-ce que vous avez des remarques par rapport à celui-ci ? Non, je n'en vois pas.* »

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS 1 ABSTENTION : MME DESREUMAUX

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services

2. PERSONNEL COMMUNAL : CRÉATION D'EMPLOI DE PROFESSEUR DE GUITARE POUR L'ÉCOLE DE MUSIQUE MUNICIPALE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu le code général de la fonction publique, notamment son article L.332-8-2° ;

Madame Agnès BERANGER, Adjointe au Maire, expose qu'afin d'assurer l'enseignement dans la classe de guitare de l'école de musique municipale, en complément d'un autre agent, il convient de créer un emploi permanent de Professeur de guitare dans le grade d'Assistant Artistique Principal de 2ème classe, à temps non complet à hauteur de 12H30 hebdomadaires.

Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire ou éventuellement par un agent contractuel recruté par voie de contrat à durée déterminée pour une durée de 1 an, à compter du 1^{er} octobre 2023 compte tenu des motifs de recours à un agent contractuel par application aux dispositions de l'article L.332-8-2°.

Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent sera reconduit pour une durée indéterminée.

Les missions liées au poste seront les suivantes :

- Enseignement de la spécialité qui lui est propre suivant les besoins de l'établissement
- Suivi des études des élèves, évaluation et orientation
- Conduite ou mise en œuvre de projets pédagogiques et culturels
- Relation permanente avec élèves, parents, collègues
- Prise en charge possible d'ateliers de Pratiques collectives

L'agent devra justifier au minimum d'un brevet d'analyse musicale ou diplôme équivalent et une spécialité en guitare. Sa rémunération sera calculée, compte tenu de la nature des fonctions à exercer assimilées à un emploi de catégorie B, par référence à l'indice brut du premier échelon de la grille indiciaire du grade de recrutement (actuellement indice brut 401).

Le recrutement de l'agent contractuel sera prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Madame BERANGER demande au Conseil :

- d'émettre un avis favorable à la création de ce poste
- d'émettre un avis favorable au recrutement aux conditions précitées
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer les documents afférents à cette décision.

Les crédits nécessaires seront inscrits aux Budgets des exercices en cours.

Monsieur le Maire : « *Rien de particulier, Messieurs, Dames, notre professeur de guitare a fait valoir ses droits à la retraite et il convient de créer un nouveau poste pour la remplacer.* »

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame GABET, Directrice des Ressources Humaines

Délibération transmise en sous-préfecture le 18/09/2023

3. PERSONNEL COMMUNAL : CRÉATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT POUR MENER À BIEN UN PROJET OU UNE OPÉRATION IDENTIFIÉE

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 3-II ;

Madame Ophélie DEMARQUE, Conseillère Municipale, rappelle au Conseil Municipal que la Ville de Caudry, lauréate à l'appel à candidature du dispositif « Petites Villes de Demain », a recruté un agent contractuel, Chef de projet « Petites villes de Demain » pour mener à bien le projet d'action afférent.

Madame DEMARQUE propose la création à compter du 1^{er} octobre 2023 d'un emploi non permanent de Chef de projet « Petites Villes de Demain » dans le grade d'Attaché territorial relevant de la catégorie hiérarchique A à temps complet. La création du présent poste a vocation à permettre un recrutement au 1^{er} octobre 2023 pour assurer une continuité et préparer le départ de l'agent en poste jusqu'au 1^{er} décembre 2023 et qui n'a pas souhaité prolonger son contrat.

Cet emploi non permanent est créé pour mener à bien le projet précédemment cité et sera occupé par un agent contractuel recruté par voie de contrat à durée déterminée pour une durée de deux ans allant du 1^{er} octobre 2023 au 30 septembre 2025 inclus.

Le contrat peut être renouvelé par reconduction expresse dans la limite d'une durée totale de 6 ans.

Le contrat prendra fin :

- soit avec la réalisation de l'objet pour lequel il a été conclu,
- soit si le projet ou l'opération pour lequel il a été conclu ne peut pas se réaliser.

L'agent devra justifier d'une expérience professionnelle dans le domaine de l'aménagement urbain et développement local.

La rémunération de l'agent sera calculée par référence à l'indice brut 444 du grade de recrutement.

Le recrutement de l'agent contractuel sera prononcé à l'issue d'une procédure de recrutement prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Madame DEMARQUE demande donc au Conseil :

- d'autoriser la création de cet emploi non permanent
- d'autoriser la rémunération de l'agent aux conditions exposées ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer le contrat à intervenir ;

Les crédits nécessaires seront inscrits aux Budgets des exercices en cours.

Monsieur le Maire : « *Allez-y, Franck, je vous donne la parole. »*

Monsieur MERLIN : « *Oui, bonsoir à tous, merci, Monsieur le Maire. Il s'agit du poste que j'occupe actuellement, et ce depuis bientôt deux ans. Le contrat étant de deux ans, renouvelable une, voire deux fois, nous arrivons à échéance de ces deux premières années. J'ai notifié à Monsieur le Maire ainsi que Madame BACCOUT, mon souhait de ne pas renouveler ce contrat pour des raisons tout à fait personnelles, pour projet de vie différent qui m'amène sur un chemin différent... »*

Monsieur le Maire : « *... d'éloignement géographique »*

Monsieur MERLIN : « *Entre autres et par conséquent donc l'objet de cette question est de trouver un remplaçant, en tout cas d'accepter, de bien vouloir accepter, l'arrivée d'un nouveau chef de projet "Petites villes de Demain", auquel je transmettrai évidemment tous les dossiers encours et avec lequel il y aurait une passation qui sera confortable et effectuée comme il se doit. »*

Monsieur le Maire : « *Très bien, alors, comment se sont passées vos deux années avec nous ? »*

Monsieur MERLIN : « *Très bien, oui, pour éclaircir le point, c'est en aucun cas dû à un problème ou des relations ou autres. C'est juste que j'étais venu chercher une expérience que j'ai trouvée. Je remercie Monsieur le Maire et Madame BACCOUT et tout le personnel de m'avoir accueilli, de m'avoir aussi soutenu dans ces projets. Je vous remercie aussi, élus, de m'avoir écouté, d'avoir entendu tout ce que j'avais à vous dire et parfois, c'est vrai que j'ai pu être un petit peu ennuyeux ou je ne sais pas... »*

Monsieur le Maire : « *... passionné. »*

Monsieur MERLIN : « *passionné, merci, mais en tout cas, c'était un plaisir de travailler avec vous tous et je ne vous dis pas Adieu, je pense que je serais amené à revenir à Caudry et ce sera un plaisir de vous retrouver. »*

Monsieur le Maire : « *Très bien, merci, Franck, et en plus, Franck va laisser beaucoup de traces dans Caudry puisqu'il est à l'origine de notre projet de street art. Il y aura tout un tas de graff qui seront faits sur les maisons des caudrésiens, sur les bâtiments publics grâce à l'initiative de Franck. Merci à vous. Merci également au service de l'État de subventionner ce poste à hauteur de 75 %. »*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame GABET, Directrice des Ressources Humaines
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/09/2023

4. PERSONNEL COMMUNAL : AUTORISATION DE RECRUTEMENT DE CONTRATS D'APPRENTISSAGE

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le code du travail, et en particulier les articles L. 6211-1 et suivants, les articles D. 6211-1 et suivants ;

Vu la loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;

Vu l'ordonnance n°2020-387 du 1er avril 2020 portant mesures d'urgence en matière de formation professionnelle ;

Vu le décret n° 2020-786 du 26 juin 2020 relatif aux modalités de mise en œuvre de la contribution du Centre national de la fonction publique territoriale au financement des frais de formation des apprentis employés par les collectivités territoriales et les établissements publics en relevant ;

Vu la délibération DRH/09-06-2023/Q03 ayant autorisé la conclusion de contrats d'apprentissages pour une durée de deux ans ;

Madame Violenne DENIZON, Conseillère Municipale, rappelle que par délibération en date du 09/06/2023 le Conseil Municipal avait autorisé le recrutement de cinq personnes en contrats d'apprentissage pour une durée de 2 ans conformément aux besoins exprimés par les services.

Un nouveau besoin ayant été exprimé dans le domaine des sports, il convient d'effectuer un recrutement supplémentaire.

Madame DENIZON demande donc au Conseil Municipal de permettre le recours au contrat d'apprentissage et de conclure dès la rentrée scolaire 2023-2024, et les années suivantes, divers contrats d'apprentissage conformément au tableau suivant :

Service	Nombre de postes	Diplôme préparé	Durée de la Formation
Entretien	1	CAP Accompagnant éducatif Petite enfance	2 ans
Jardin Espaces Verts	2	CAP ou BP Aménagement paysager	2 ans
Menuiserie	1	CAP ou BP menuiserie	2 ans
Maçonnerie	1	CAP ou BP maçonnerie	2 ans
Affaires scolaires	1	BP JEPS	1 an

Ce tableau a été établi en fonction des besoins actuels, cependant, sur une année pleine, tous les postes ne seront pas nécessairement pourvus.

Madame DENIZON demande au Conseil Municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les centres de formation.

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets des exercices en cours.

Monsieur le Maire : « *Comme vous le savez tous, c'est de plus en plus difficile pour nos jeunes de trouver des alternances ou des stages, etc donc c'est important pour nous de le faire, ça, c'est la*

première chose, donc nous avons pris une délibération qui a été votée à l'unanimité le 9 juin 2023 et il convenait d'en reprendre une nouvelle pour annuler cette ancienne, pour rajouter un BPJEPS qui accompagnerait notre éducateur sportif. »

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame GABET, Directrice des Ressources Humaines
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/09/2023

5. CONVENTION ENTRE LA VILLE DE CAUDRY ET L'ASSOCIATION ADACI POUR L'ANNÉE 2023

Madame Céline CAILLAUX, Conseillère Municipale, rappelle les conventions signées avec ADACI depuis le 1^{er} décembre 2017 ayant pour objet de confier un programme d'actions pour des activités liées à l'insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du RSA et des personnes en situation de demandes d'emploi, sur des activités d'insertion sur la commune, en matière d'entretien d'espaces verts, entretien de bâtiments, propreté urbaine du domaine public communal.

C'est à ce titre que 30 personnes recrutées par ADACI en CDDI et encadrées par un Encadrant Technique d'Insertion interviennent sur la commune à raison de 24h hebdomadaires dans le respect du cadencement de la DDETS (Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et des Solidarités).

Considérant que ce dispositif a fait la démonstration de son utilité tant pour les personnes accompagnées que pour la population et son cadre de vie, Madame CAILLAUX propose au Conseil Municipal de renouveler la convention pour 2023 avec ADACI.

Le concours financier de la ville, sous forme de participation, est fixé pour l'année 2023 à 173 615 €.

Un acompte de 50 % sera dû à la signature de la convention puis un second acompte de 30 % à la production d'un bilan intermédiaire et le solde sera versé au terme de la convention suite à la communication d'un bilan final qualitatif, quantitatif et financier par ADACI.

En conséquence, Madame CAILLAUX propose au Conseil Municipal :

- d'accepter les termes de la convention 2023 avec ADACI,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention.

En cas d'accord, les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2023.

Monsieur le Maire : *« Très bien, peut-être, pour les gens qui sont dans le public, déjà ADACI ce sont les gens qui sont en gilet orange, qui ramassent les papiers, les canettes, etc, dans la commune et qui dés herbent notamment le boulevard du 8 Mai, ils font un travail remarquable, ce sont des gens qui sont souvent en fracture, qui ont perdu un emploi, qui ont subi un gros problème dans leur vie, qui ont connu un gros problème dans leur vie. Et donc, on a mis en place il y a un petit moment, quand les contrats aidés ont été supprimés par Monsieur MACRON, nous avons mis en place une convention avec ADACI pour mettre en place ces chantiers d'insertion. Donc, pour faire une comparaison par rapport aux contrats aidés, un contrat aidé, vous savez où les TUC, les SIVP, tous ces gens là, ils rentraient chez-nous alors effectivement, ils avaient du travail pendant plusieurs mois, voire plusieurs années, mais ils ressortaient à-peu-près au même niveau, sauf qu'ils avaient travaillé. Là, il y a vraiment un accompagnement qui est fait, c'est-à-dire que ces gens sont accompagnés, on les aide à lever les problèmes administratifs, on les aide*

à retrouver un logement, on les aide à faire, éventuellement à passer leur permis. Il y a tout un tas de freins qui sont levés. C'est une super chose et il faut savoir que l'association qui gère le chantier d'Insertion a une obligation de 50 % de sorties positives donc 50 % de sorties positives, ça veut dire, une sortie positive, c'est soit un emploi pérenne, soit une formation de longue durée. Aujourd'hui, Alain tu peux en parler, ils sont à combien ? »

Monsieur RIQUET : « Pas loin de 80. »

Monsieur le Maire : « Ils ne sont pas loin de 80%. C'est-à-dire que les gens qui rentrent dans ce chantier ressortent, il y en a 80%, ressortent soit avec un emploi, soit avec une formation longue donc c'est quelque chose de très important pour nous, socialement et on leur doit énormément, Dominique, tu ne diras pas le contraire, je pense, on leur doit énormément pour la quatrième fleur, ils nous ont beaucoup aidé et ils nous aident beaucoup. Je voulais le rendre hommage. Le coût pour la commune, on va tout dire, aujourd'hui c'est 482,86 € par contrat, par mois donc vous voyez c'est en plus intéressant pour la commune, voilà pourquoi on encourage d'en avoir de plus en plus. »

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/09/2023

6. CONVENTION RELATIVE À LA MISE À DISPOSITION D'UN AGENT DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DU NORD (CDG59) POUR UNE MISSION D'ARCHIVAGE

Madame Audrey MATON, Conseillère Municipale, rappelle que depuis 2013, la commune est accompagnée par le CDG59 pour l'élaboration de sa politique d'archivage : tri, classement, conditions de conservation, conseils,...

Ainsi, dans ce cadre, un volume de 475 ml d'archives ont été traitées, dont 230 ml éliminées et 245 ml conservées de manière définitive.

Des salles dédiées ont été créées à cet effet au sous-sol des Ateliers Culturels, espace garantissant une capacité de conservation pour les 30 prochaines années.

Un dernier volet de notre politique d'archivage visant désormais à pérenniser le travail de classement réalisé a été entamé en 2020, portant sur :

- le maintien de l'organisation physique des archives avec des espaces dédiés à chaque cycle de vie (archives courantes, intermédiaires, définitives).
- l'instauration de procédures d'archivage auprès des agents par une prise en charge en amont des archives via les bordereaux de versement.
- l'identification des rôles de chacun dans le cadre du circuit d'archivage global.

À ce jour, une partie des agents a pu être sensibilisée à l'utilisation du bordereau de versement. De même, le correspondant local détient l'ensemble des informations pour assurer son rôle de personne centrale au sein de la collectivité sur les questions liées aux archives.

La mise en œuvre de cette politique d'archivage n'en est cependant qu'à ses débuts car elle nécessite un suivi régulier des services et un accompagnement sur les procédures pour les pérenniser. L'officialisation des rôles, tel que correspondant archives, dans les fiches de poste est aussi une étape de la politique d'archivage qui reste à franchir pour garantir le maintien de cette organisation dans le temps.

C'est pourquoi, il conviendrait de confier une nouvelle mission au CDG59 dénommée mission de maintenance, et ce pour une durée équivalente de 216h d'interventions, soit un coût de 8 424 € TTC qui s'étalera sur 2023-2024 au moins.

Madame MATON propose :

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention à intervenir.

En cas d'accord, les crédits seront inscrits au BP de l'exercice 2023.

Monsieur le Maire : « *Merci, Audrey. C'est un travail important, parce que par le passé, nous avons malheureusement perdu des archives à cause d'inondation ou de chose du type. C'est un travail qui est assez compliqué, parce qu'il faut les récupérer, il faut les traiter, c'est un vrai métier. On vous demande de bien vouloir accepter cette convention avec le centre de gestion 59 alors les 8 424 € c'est pour 2 ou 3 ans, ça peut paraître une grosse somme, mais c'est pour 2 ou 3 ans de travail quand même. C'est un gros boulot.* »

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/09/2023

7. CONVENTION D'OCCUPATION À TITRE GRATUIT DES MÂTS D'ÉCLAIRAGE PUBLIC INTERCOMMUNAUX PAR DES ÉQUIPEMENTS DE VIDÉOPROTECTION COMMUNAUX ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU CAUDRÉSIS-CATÉSIS ET LA COMMUNE DE CAUDRY

Monsieur Marc DEVIENNE, Conseiller Municipal, expose :

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Caudrésis-Catésis, dont l'exercice de la compétence facultative « éclairage public »,
Vu la délibération de la Communauté d'Agglomération du Caudrésis-Catésis, du 04 juillet 2023, n°2023/95, portant approbation des conventions d'occupation à titre gratuit des mâts d'éclairage public intercommunaux par des équipements de vidéoprotection communaux,

Vu le projet de convention d'occupation à titre gratuit des mâts d'éclairage public intercommunaux par des équipements de vidéoprotection communaux entre la Communauté d'Agglomération du Caudrésis-Catésis et la commune de Caudry annexée à la présente délibération,

La Communauté d'Agglomération du Caudrésis-Catésis exerce la compétence « éclairage public ». À ce titre, elle dispose de l'ensemble du réseau d'éclairage public composé notamment des mâts, des luminaires et tout équipement nécessaire à son fonctionnement.

La Commune de Caudry disposant d'un réseau de vidéoprotection a posé sur les mâts intercommunaux des équipements de vidéoprotection.

A défaut d'autorisation écrite existante et afin d'inventorier l'ensemble des mâts concernés par la pose de dispositif de vidéoprotection et de limiter tout conflit d'usage, il est proposé la mise en place de conventions d'autorisation de pose sur les mâts d'éclairage public intercommunaux d'équipements de vidéoprotection communaux.

À ce jour, le service « éclairage public » a inventorié, sur la Commune de Caudry, les mâts suivants :

- Boulevard du 19 mars 1962 : 2 caméras sur 1 mât ;
- Rue Guy de Maupassant : 1 caméra sur 1 mât ;
- Rue de Paris : 1 caméra sur 1 mât ;
- Rue Gambetta : 2 caméras sur 1 mât ;
- Rue Nain : 1 caméra sur 1 mât ;
- Ateliers culturels : 3 caméras sur 1 mât ;

- Rue Auguste Marliot : 2 caméras sur 1 mât.

En conséquence, Monsieur DEVIENNE demande :

- D'approuver la convention d'occupation à titre gratuit des mâts d'éclairage public intercommunaux par des équipements de vidéoprotection communaux entre la Communauté d'Agglomération du Caudrésis-Catésis et la commune de Caudry ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention susmentionnée ;
- D'informer, au besoin, les modifications de l'inventaire des équipements intercommunaux concernés par un dispositif de vidéoprotection communal.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Monsieur FAUQUEMBERGUE, Directeur des Services Techniques et des Sports
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/09/2023

8. CONVENTION DE SERVITUDES ENTRE LA SOCIÉTÉ ENEDIS ET LA COMMUNE DE CAUDRY – RUE CLÉMENT MAROT – RUE PIERRE RONSARD

Monsieur Jérémy ROUSSEAU, Conseiller Municipal, expose :

Dans le cadre de la construction du projet « NOVATRYs » rue Clément MAROT, la société ENEDIS demande à la commune de Caudry de lui consentir des droits de servitude, rue Clément Marot et rue Pierre Ronsart (Parcelles cadastrées AC n°259 et AC n°114), pour procéder au raccordement électrique des parcelles concernées par le projet en établissant à demeure des canalisations souterraines et aux installations qui en découlent.

La convention ci-jointe détaille les droits de servitude consentis à l'Entreprise ENEDIS ainsi que les droits et obligations des parties.

Monsieur ROUSSEAU demande au Conseil Municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention de servitudes « CS 06 » ainsi que tous les actes afférents à cette affaire.

Monsieur le Maire : « *Dominique, peut être nous parler un petit peu de ce nouveau lotissement qui va voir le jour. »*

Monsieur FAUQUEMBERGUE : « *Oui, c'est trois bâtiments, trois avec dix logements locatifs, c'est donc des types "villa", c'est trois bâtiments, c'est des maisons partagées. Il y a 6 T2, 18 T3 et 6 T4. L'emprise au sol, c'est 1 344 m² et une surface plancher de 2 151 m². Alors voilà, c'est une convention pour permettre d'alimenter ces 30 logements. »*

Monsieur le Maire : « *Très bien, merci. »*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Monsieur FAUQUEMBERGUE, Directeur des Services Techniques et des Sports
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/09/2023

9. REDEVANCES D'OCCUPATIONS PROVISOIRES DU DOMAINE PUBLIC PAR LES CHANTIERS DE TRAVAUX SUR DES OUVRAGES DES RÉSEAUX DE TRANSPORT ET DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ

Madame Nathalie CHATELAIN, Conseillère Municipale, expose que les communes ont la possibilité d'instaurer des redevances pour l'occupation provisoire de leur domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages de réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz.

Le décret 2015-334 du 25 mars 2015 codifié aux articles R 2333-105-1 / R 2333-105-2 / R 2333-106 à R 2333-109 et R 2333-114 à R 2333-115 du Code Général des Collectivités Territoriales précise les modalités de calcul de ces redevances.

Elle précise que la commune a la possibilité de fixer leurs montants dans la limite de plafonds calculés sur la base d'un indice et de la longueur exprimée en mètres des lignes de transports ou de distributions d'électricité ou de canalisations gaz.

Sur ces bases, Madame CHATELAIN propose au Conseil Municipal :

- De décider l'application des redevances provisoires pour l'occupation du domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz.
- De décider que le montant des redevances sera revalorisé automatiquement suivant l'évolution de l'indice de redevance PR.

Madame CHATELAIN précise qu'en cas d'accord la recette correspondante sera inscrite au compte 70323 du budget.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/09/2023

10. MODIFICATION N°02 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE CAUDRY – DÉLIBÉRATION FAISANT LE BILAN DE LA MISE À DISPOSITION DU PUBLIC ET APPROUVANT LA PROCÉDURE DE MODIFICATION DE DROIT COMMUN

Monsieur le Maire : *« Je me permets, on en a parlé tout à l'heure avec Madame BACCOUT, ça porte un peu à confusion, "la mise à disposition du public", on a l'impression qu'on a mis à disposition des agents, ce n'est pas le cas, c'est la mise à disposition au public des éléments de l'enquête du PLU, merci. »*

Monsieur Aurélien BAUDOUX, Conseiller Municipal, expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'ordonnance n°2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36 à 40, les articles L.153-41 à L.153-44 et R.153-20 à R.153-22 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme qui a été approuvé le 29/11/2006 et a fait l'objet de plusieurs évolutions : révision simplifiée le 13/08/2012, modification de droit commun le 08/03/2017, déclaration de projet le 16/03/2021, modification simplifiée le 10/06/2021 ;

Vu la délibération en date du 08/02/2023 « Délibération 08-02-2023/Q11 Annule et remplace » prescrivant la procédure de modification de droit commun n°02 du Plan Local d'Urbanisme ;

Vu les avis des personnes publiques associées ;

Vu l'avis favorable de la MRAe de la Région Hauts-de-France en date du 04/04/2023 ;

Vu l'arrêté n°209-mai2023-ST de Monsieur le Maire en date du 15/05/2023 portant sur l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique.

Vu les pièces du dossier du PLU soumis à l'enquête publique du 09/06/2023 au 10/07/2023 ;

Vu le rapport d'enquête publique et les conclusions motivées du commissaire enquêteur ;

Considérant que cette procédure de modification de droit commun a été engagée dans le but de :

- Modifier les règles de hauteur du règlement écrit pour la zone UF, secteur destiné à accueillir les activités industrielles, artisanales, de services et commerciales, en portant la hauteur maximale à 30 mètres au nouveau règlement,
- Répondre prioritairement aux impératifs techniques de la nouvelle activité qui prévoit de s'implanter sur la zone industrielle, site vitrine privilégié du déploiement économique et industriel du territoire communal et intercommunal,
- Optimiser l'usage du foncier au sein de la zone industrielle et donner la possibilité aux activités existantes d'évoluer.

Entendu l'exposé du maire présentant le bilan de la concertation :

Certaines pièces du dossier, à savoir la notice explicative du projet, la délibération en date du 08 février 2023 « Délibération 08-02-2023/Q11 Annule et remplace » ainsi que le registre de concertation ont été tenus à disposition du public en Mairie de Caudry aux heures d'ouverture, pendant la phase d'étude soit à compter du 20/02/2023 jusqu'au 09/06/2023, date d'ouverture de l'enquête publique.

Aucune contribution n'a été apportée à ce registre.

Ces mêmes pièces ont également été mises à la disposition du public sur le site internet de la Commune à compter du 19/04/2023.

Afin de permettre la participation du plus grand nombre, il était également possible de formuler des observations à l'adresse suivante : plu@mairie.caudry.fr.

Aucune observation n'a été reçue.

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article L153-43 du Code de l'urbanisme, le projet de modification de droit commun a été notifié aux personnes publiques associées pour avis en date du 13/04/2023 ;

Considérant l'avis des Personnes Publiques Associées suivants :

- La Chambre d'Agriculture a émis un avis favorable sans remarque particulière ?
- Réseau de Transport d'Electricité (RTE) a répondu au courrier de notification en émettant des remarques sans objet avec la procédure de modification de droit commun engagée.

Considérant que le projet de modification de droit commun, l'exposé des motifs et les avis émis par les PPA ont été mis en enquête publique. Qu'il ressort de cette enquête :

- Aucune observation n'a été émise de la part du public,
- RTE a reformulé par courrier dématérialisé, adressé au commissaire enquêteur, les mêmes observations faites lors de la consultation des PPA. Ces observations sont sans objet avec l'enquête publique et la procédure engagée.

Considérant que le projet de modification du plan local d'urbanisme tel qu'il est présenté au conseil municipal est prêt à être adopté, conformément à l'article L.153-43 du Code de l'urbanisme ;

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

DECIDE :

1. De tirer le bilan de l'enquête publique qui n'a fait apparaître aucune opposition au dossier de modification de droit commun n°02 du PLU de Caudry,
2. D'approuver la procédure de modification de droit commun n° 02 du PLU telle qu'elle est annexée à la présente ;
3. D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les actes et à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

DIT :

Conformément à l'article L. 153-11 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- au Sous-Préfet,
- aux présidents du Conseil régional et du Conseil départemental,
- aux présidents de la Chambre de commerce et d'industrie, de la Chambre des métiers et de la Chambre d'agriculture,
- au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de schéma de cohérence territoriale
- à l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de programme local de l'habitat et d'organisation des transports urbains,
- Éventuellement aux maires des communes limitrophes

Le dossier de PLU approuvé sera transmis à la sous-préfecture de Cambrai au titre du contrôle de légalité.

Le dossier du PLU est tenu à la disposition du public à la Mairie de Caudry aux jours et heures habituels d'ouverture.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, ainsi que sur le site de la Commune <https://www.caudry.fr/>

La mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département, conformément à l'article R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme.

La présente délibération sera exécutoire dès sa transmission à Monsieur le Sous-Préfet et l'accomplissement des mesures de publicités.

Au titre de l'article L.153-23 du Code de l'urbanisme, le document modifié fera l'objet d'une publication sur le Portail National d'Urbanisme.

Monsieur le Maire : « Merci Aurélien, donc tout est dans le texte donc une enquête publique a eu lieu, Messieurs, Dames, je sais pas, le plan local d'urbanisme c'est en fait le plan qui régit les autorisations d'urbanisme, les hauteurs, la distance, les revêtements qui devaient être utilisés, par exemple, pour construire une maison, etc et donc on a une demande d'une entreprise caudrésienne qui va s'agrandir, qui a demandé donc à modifier le PLU pour pouvoir installer sa nouvelle unité de production. Il y a une enquête publique qui a été réalisée avec un commissaire enquêteur donc il reçoit les gens, il est à votre disposition, à la disposition de la population, des riverains, donc il reçoit les gens, lit les courriers qui sont envoyés, etc et par rapport à ça, il rend un rapport d'enquête. Ce rapport d'enquête n'a montré aucune opposition, aucune observation. Il convient donc d'adopter la modification du PLU. »

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Monsieur FAUQUEMBERGUE, Directeur des Services Techniques et des Sports
Délibération transmise en sous-préfecture le 15/09/2023

11. FIXATION DES INDEMNITÉS DE FONCTIONS DU MAIRE, DES ADJOINTS, DES CONSEILLERS MUNICIPAUX DÉLÉGUÉS ET CONSEILLERS MUNICIPAUX - MODIFICATION

Madame Nathalie CHATELAIN, Conseillère Municipale, rappelle que par délibération du 2 Juin 2020 n°DGS/02-06-2020/Q7 modifiée en séance du 26 Janvier 2022 – DGS/26-01-2022/Q3, le Conseil Municipal a adopté les modalités de fixation des indemnités de fonctions des élus municipaux ainsi que le tableau récapitulatif des attributions individuelles.

Suite à l'arrêté portant retrait de délégation de fonctions à Madame Brigitte PRUVOT-PARMENTIER, Conseillère Municipale, il convient de modifier le tableau récapitulatif des attributions d'indemnités de fonctions des élus comme établi ci-après :

Ancien tableau établi en séance du Conseil Municipal du 26/01/2022

INDEMNITES DE FONCTIONS DES MAIRES – ADJOINTS – CONSEILLERS MUNICIPAUX DELEGUES ET CONSEILLERS MUNICIPAUX – ATTRIBUTIONS INDIVIDUELLES

N° d'ordre	NOM et Prénom des conseillers municipaux	Fonctions		
1	BRICOUT Frédéric	Maire		98,97 %
2	MERY-DUEZ Anne-Sophie	Adjointe au Maire	Déléguee à la culture, à la valorisation du patrimoine historique et des valorisations industrielles locales, au musée et au comité de jumelage.	21,15 %
3	POULAIN Bernard	Adjoint au Maire	Délégué à l'animation de la ville, des fêtes et des cérémonies.	21,15 %
4	BERANGER Agnès	Adjointe au Maire	Déléguee aux finances, à la gestion et prospective budgétaire et au personnel communal.	21,15 %
5	BONIFACE Didier	Adjoint au Maire	Délégué au logement, à la vie des quartiers, à la lutte contre l'insalubrité et à la sécurité publique.	21,15 %
6	TRIOUX-COURBET Sandrine	Adjointe au Maire	Déléguee au commerce, à l'artisanat, aux actions en direction de la jeunesse et au centre-aéré.	21,15 %
7	RIQUET Alain	Adjoint au Maire	Délégué à la cohésion et aux actions sociales, à la solidarité aux familles et aux relations avec les associations caritatives	21,15 %
8	THUILLEZ Martine	Adjointe au Maire	Déléguee en charge des économies, de la commande publique, de la représentation juridique de la commune et de la cantine.	21,15 %
9	DOYER Claude	Adjoint au Maire	Délégué au sport et à la santé.	21,15 %
10	RICHOMME Liliane	Adjointe au Maire	Déléguee au suivi des dossiers de sécurité et accessibilité des bâtiments communaux, de l'activité de la régie municipale des pompes funèbres et aux fêtes patriotiques.	21,15 %
11	PLUCHART Claudine	Conseillère Municipale		1,80 %
12	DAUCHET Martine	Conseillère Municipale		1,80 %
13	PRUVOT-PARMENTIER Brigitte	Conseillère Municipale	Déléguee aux travaux, au cadre de vie, à la voirie, à la circulation et développement durable.	19,00 %
14	CHMIELEWSKI Dominique	Conseiller Municipal		1,80 %
15	DEVIIENNE Marc	Conseiller Municipal		1,80 %
16	MARIN Yves	Conseiller Municipal		1,80 %

17	CHATELAIN Nathalie	Conseillère Municipale		1,80 %
18	DEUDON José	Conseiller Municipal		1,80 %
19	NAVEZ Patricia	Conseillère Municipale		1,80 %
20	DECALION Ismaël	Conseiller Municipal		1,80 %
21	BALEDENT Matthieu	Conseiller Municipal		1,80 %
22	DENIZON-LEVEAUX Violenne	Conseillère Municipale		1,80 %
23	MATON Audrey	Conseillère Municipale	Déléguée au public seniors et aux personnes handicapés – Gestion espace Schweitzer.	19,00 %
24	HISBERGUE Antoine	Conseiller Municipal	Délégué à l'éducation, aux activités périscolaires, à la petite enfance, à l'événementiel et à la communication.	19,00 %
25	ROUSSEAU Jérémy	Conseiller Municipal		1,80 %
26	CAILLAUX Céline	Conseillère Municipale		1,80 %
27	BRULANT Damien	Conseiller Municipal		1,80 %
28	BAUDOUX Aurélien	Conseiller Municipal		1,80 %
29	DEMARQUE Ophélie	Conseillère Municipale		1,80 %
30	COLLIN Denis	Conseiller Municipal		1,80 %
31	DISDIER Mélanie	Conseillère Municipale		1,80 %
32	BAJODEK Alban	Conseiller Municipal		1,80 %
33	DESREUMAUX Sophie	Conseillère Municipale		1,80 %

Nouveau tableau adopté en séance du Conseil Municipal du 14/09/2023

INDEMNITES DE FONCTIONS DES MAIRES – ADJOINTS – CONSEILLERS MUNICIPAUX DELEGUES ET CONSEILLERS MUNICIPAUX – ATTRIBUTIONS INDIVIDUELLES

N° d'ordre	NOM et Prénom des conseillers municipaux	Fonctions		
1	BRICOUT Frédéric	Maire		98,97 %
2	MERY-DUEZ Anne-Sophie	Adjointe au Maire	Déléguée à la culture, à la valorisation du patrimoine historique et des valorisations industrielles locales, au musée et au comité de jumelage.	21,15 %
3	POULAIN Bernard	Adjoint au Maire	Délégué à l'animation de la ville, des fêtes et des cérémonies.	21,15 %
4	BERANGER Agnès	Adjointe au Maire	Déléguée aux finances, à la gestion et prospective budgétaire et au personnel communal.	21,15 %
5	BONIFACE Didier	Adjoint au Maire	Délégué au logement, à la vie des quartiers, à la lutte contre l'insalubrité et à la sécurité publique.	21,15 %
6	TRIOUX-COURBET Sandrine	Adjointe au Maire	Déléguée au commerce, à l'artisanat, aux actions en direction de la jeunesse et au centre-aéré.	21,15 %
7	RIQUET Alain	Adjoint au Maire	Délégué à la cohésion et aux actions sociales, à la solidarité aux familles et aux relations avec les associations caritatives	21,15 %
8	THUILLEZ Martine	Adjointe au Maire	Déléguée en charge des économies, de la commande publique, de la représentation juridique de la commune et de la cantine.	21,15 %
9	DOYER Claude	Adjoint au Maire	Délégué au sport et à la santé.	21,15 %
10	RICHOMME Liliane	Adjointe au Maire	Déléguée au suivi des dossiers de sécurité et accessibilité des bâtiments communaux, de l'activité de la régie municipale des pompes funèbres et aux fêtes patriotiques.	21,15 %
11	PLUCHART Claudine	Conseillère Municipale		1,80 %
12	DAUCHET Martine	Conseillère Municipale		1,80 %
13	PRUVOT-PARMENTIER Brigitte	Conseillère Municipale		1,80 %
14	CHMIELEWSKI Dominique	Conseiller Municipal		1,80 %
15	DEVIIENNE Marc	Conseiller Municipal		1,80 %
16	MARIN Yves	Conseiller Municipal		1,80 %

17	CHATELAIN Nathalie	Conseillère Municipale		1,80 %
18	DEUDON José	Conseiller Municipal		1,80 %
19	NAVEZ Patricia	Conseillère Municipale		1,80 %
20	DECALION Ismaël	Conseiller Municipal		1,80 %
21	BALEDENT Matthieu	Conseiller Municipal		1,80 %
22	DENIZON-LEVEAUX Violenne	Conseillère Municipale		1,80 %
23	MATON Audrey	Conseillère Municipale	Déléguée au public seniors et aux personnes handicapés – Gestion espace Schweitzer.	19,00 %
24	HISBERGUE Antoine	Conseiller Municipal	Délégué à l'éducation, aux activités périscolaires, à la petite enfance, à l'événementiel et à la communication.	19,00 %
25	ROUSSEAU Jérémy	Conseiller Municipal		1,80 %
26	CAILLAUX Céline	Conseillère Municipale		1,80 %
27	BRULANT Damien	Conseiller Municipal		1,80 %
28	BAUDOUX Aurélien	Conseiller Municipal		1,80 %
29	DEMARQUE Ophélie	Conseillère Municipale		1,80 %
30	COLLIN Denis	Conseiller Municipal		1,80 %
31	DISDIER Mélanie	Conseillère Municipale		1,80 %
32	BAJODEK Alban	Conseiller Municipal		1,80 %
33	DESREUMAUX Sophie	Conseillère Municipale		1,80 %

Monsieur le Maire : *« C'est une décision du Maire de retirer la délégation à un élu à qui il l'a confiée. C'est une décision que j'ai prise, j'en ai parlé avec mon groupe et donc aujourd'hui, il convient de valider les nouveaux tableaux récapitulatifs des attributions d'indemnités de fonctions des élus, comme ci-après. Par rapport à ça, y a t il des questions, des remarques ? »*

Madame DESREUMAUX : *« Aussi, pourrait-on avoir le motif du retrait de délégation? Parce que ce n'est pas anodin que, en-cours de mandat, de retirer la délégation d'un conseiller municipal délégué ou d'un adjoint, d'une part. D'autre part, je n'ai pas l'impression que cette délégation, alors, attention ma question n'est pas contre vous, Madame PRUVOT, bien au contraire, vraiment, c'est juste pour qu'il y ai un éclairage et que lumière soit faite auprès de tous les caudrésiens et autre part, j'ai pas l'impression que, peut être que j'ai lu trop vite, mais j'ai pas l'impression que cette délégation a été reportée à un autre de mes collègues et, auquel cas, si cela n'a pas été fait, est-ce que vous pouvez nous donner aussi les raisons, parce qu'en réalité, un petit peu l'impression que, quand même, il y a quelques travaux qui sont soient en cours ou soient en*

prévision dans la ville et que c'est quand même un poste qu'on n'a pas à laisser de côté. Je vous remercie. »

Monsieur le Maire : « Très bien, c'est comme je viens de vous le dire, c'est un pouvoir du Maire qui n'a aucune raison à vous donner. Mais après, je vais vous la donner cette raison, si vous voulez, moi, quand je confie des délégations à des élus, c'est pour qu'elles soient réalisées, c'est pour qu'elles soient assumées par l'élu et ce n'était plus le cas avec Madame PRUVOT donc il convient, c'est de l'argent public, parce que les élus sont indemnisés pour réaliser leur délégation, j'ai constaté que cette délégation n'était plus assumée et donc j'ai décidé de retirer de la délégation de Madame PRUVOT, tout simplement. Oui, Madame ETHUIN. »

Madame ETHUIN : « Oui, Monsieur le Maire, je souhaiterais aussi intervenir, j'avoue que j'ai été très surprise effectivement, d'apprendre que Madame PRUVOT, on lui avait retiré, enfin vous lui aviez retiré cette délégation alors j'avoue que j'avais bien entendu des rumeurs depuis quelques temps, cependant, je pensais réellement que les choses allaient s'arranger et qu'on n'en arriverait pas jusque-là. C'est effectivement, comme le dit ma collègue Madame DESREUMAUX, ça n'est pas une décision anodine, je dirais même que c'est une décision relativement violente de retirer une délégation à une élue. Je suis d'autant plus étonnée, parce que je n'ai pas eu connaissance qu'il y ait pu y avoir des problèmes dans des travaux qui étaient réalisés, des problèmes de part des décisions particulières de Madame PRUVOT, je n'ai pour ma part jamais entendu Madame PRUVOT dénigrer la municipalité ou le Maire ou autre. Je tiens quand même à rappeler que Madame PRUVOT est quand même Conseillère Municipale depuis 2008, avec la majorité, avec au départ, Monsieur Guy BRICOUT, Maire, qu'il lui avait confié en 2014 la délégation de travaux, et que vous même, lors de votre élection, dernière élection municipale, vous lui aviez renouvelé cette confiance, ce qui tend à prouver quand même que le travail était fait. Je rappelle aussi que Madame PRUVOT est quand même présidente d'UCAC depuis plus de 25 ans, elle est, je le pense et je le crois sincèrement, connue et reconnue par tous les commerçants, d'ailleurs on entend souvent des éloges de la part des commerçants la concernant. Donc, oui, je suis un peu déconcertée de cette décision, déçue qu'on en soit arrivé là, et je voulais lui apporter tout mon soutien, parce que je pense que c'est une décision difficile et que Madame PRUVOT doit avoir beaucoup de mal à vivre cette situation. J'ai les mêmes inquiétudes et les mêmes questions que Madame DESREUMAUX parce que vous nous dites que la raison est que Madame PRUVOT n'exerçait mal ou peu son rôle et, en même temps, ça me paraît relativement paradoxal, en même temps, vous ne la remplacez pas, vous ne remplacez pas, vous ne désignez pas un nouveau délégué sur les travaux donc je trouve ça un peu, la raison pour laquelle vous débarquez Madame PRUVOT et, de l'autre côté, vous ne la remplacez pas, j'ai du mal à comprendre. »

Monsieur COLLIN : « S'il vous plaît, Monsieur le Maire, avant que vous puissiez répondre, je partage le point de vue de Madame DISDIER dans les propos qu'elle a tenus, propos raisonnables. J'ai un profond respect pour Madame PRUVOT, une collègue depuis des années, que nous avons travaillé ensemble, c'est vrai que ça va être un choc qu'on retire une délégation. Moi, je sais que je suis parti de moi même et autres, je ne vous ai pas suivi parce que vous aviez d'autres projets sur la ville de Caudry, mais comme ça, en mandat retirer une délégation à quelqu'un je pense qu'il y a une faute grave qui a été commise ou autre, qui aurait des percussions sur la ville de Caudry. Je ne sais pas ce qui a motivé, j'espère que vous allez pouvoir nous éclairer là-dessus mais c'est vrai que je soutiens Madame PRUVOT, je l'ai connue depuis longtemps, elle fait un travail par rapport à sa vie professionnelle, elle fait du mieux qu'elle peut, elle est présente, après, je ne connais pas les tenants et aboutissants de tout. Je tenais à m'exprimer sur le sujet. Merci, Monsieur le Maire. »

Monsieur le Maire : « Très bien. »

Madame DESREUMAUX : « Pour ma part, je rajouterai qu'effectivement la décision, vu de l'extérieur semble totalement incompréhensible et je souhaite vous apporter, Madame PRUVOT, mon soutien, et je vous trouve très courageuse ce soir d'être là parmi nous et de siéger. »

Propos inaudibles Madame PRUVOT.

Monsieur le Maire : « Non, mais allez-y! Allez-y, je vous en prie. »

Madame PRUVOT : *« Effectivement, lors de la dernière réunion de préparation de conseil, au mois de juin, Monsieur le Maire, on parlait du commerce, bien sûr, de l'office du commerce, de la ville qui faisait beaucoup de choses pour les commerçants, et j'ai eu le malheur de dire : "et l'union commerciale ? " seul mot que j'ai dit, qui est là aussi présente, les réunions sont 37. Monsieur le Maire a commencé à m'insulter mais je ne dirai même pas les mots qu'il m'a dits, il m'a insultée. Pardon. »*

Propos inaudibles Monsieur le Maire.

Madame PRUVOT : *« Je m'excuse tout le monde était présent et laissez-moi terminer s'il vous plaît Monsieur le Maire. Vous avez commencé à m'insulter, je vous ai demandé à deux reprises de vous calmer et de me respecter, vu déjà mon âge, que j'étais plus vieille que vous et j'estimais qu'à deux reprises, vous vous êtes relancé dessus et vous avez continué vos propos insultants. Je considère que je subis depuis plus d'une année un harcèlement moral parce que je reçois des SMS, des mails, des... des... des... »*

Propos inaudibles Monsieur le Maire.

Madame PRUVOT : *« ... mais j'ai tout copié Monsieur le Maire, il n'y a aucun souci, même votre dernier SMS, qui touchait tous les élus autour de la table, je n'ai pas manqué de le copier, ne vous inquiétez pas. J'ai été présente à toutes les réunions pour mon mandat de travaux, sauf, ce que vous m'avez reproché ce jour là, à la réunion, à la visite de, comment dire, de l'inauguration de la salle Secrétin, je m'étais excusée auprès de Dominique FAUQUEMBERGUE, je m'étais excusée auprès de vous. Pour finir, je vais vous dire quand même où j'étais, j'étais sur Lyon pour un rendez-vous important pour la vente de mes entreprises, j'estime que mon rendez-vous était pris depuis deux mois donc je ne pouvais pas revenir en arrière. Concernant, je veux quand même apporter quelque chose, c'est concernant Dominique FAUQUEMBERGUE, je n'ai jamais rien dit à son propos, au contraire, nous avons trouvé un point d'arrangement pour avoir les informations des travaux, ce qui semblait tout à fait vous déranger. Vous m'avez enlevé la signature des parapheurs, ce qui me permettait de voir régulièrement Dominique FAUQUEMBERGUE et d'être au courant des travaux. Sans raison, c'est votre idée, vous avez resté sur votre position parce que nous avons eu un rendez-vous, suite à une lettre que vous m'avez mis, lors d'une réunion, dans ma boîte aux lettres, concernant une société à Caudry, je la nomme PRUVOT FAUCON, donc vous êtes grand ami avec Lionel PRUVOT et vous, qui m'avez fait des menaces de mon côté sur mes entreprises et qu'il était passé par vous pour m'attaquer. On va pas refaire le point sur ça, puisque c'est une histoire qui est passée et je me permets de continuer. Je dis bien que je n'ai jamais rien eu contre Dominique, il m'a toujours donné des renseignements que je voulais, sauf qu'au départ, c'est vrai, j'ai travaillé par mail et j'ai les copies des mails, je vous rassure, j'ai gardé les copies des mails que je devais faire pour avoir les informations, parce que vous avez toujours fait en sorte que je ne sois pas, excusez-moi, mais que je ne sois pas au courant des informations sur les travaux. »*

Monsieur le Maire : *« Ah oui, d'accord. Vous allez le prouver ça Madame, mais tout ça, ça va aller au tribunal, je vous le dis. »*

Madame PRUVOT : *« Mais ça ira au tribunal, vous savez rien qu'avec mes SMS... »*

Monsieur le Maire : *« ... Vous n'avez pas reçu les convocations, personne n'a reçu les convocations. »*

Madame PRUVOT : *« Je ne parle pas de ça, je ne parle pas de ça. »*

Monsieur le Maire : *« Vous n'avez pas été convoqué aux commissions travaux ? »*

Madame PRUVOT : *« Mais si, mais si, mais si, sauf que vous ne m'avez jamais permis d'ouvrir les plis ou quoi que ce soit, parce que vous avez dit que c'était pas mon travail. Enfin, ce n'est pas grave... »*

Monsieur le Maire : *« ... Oui on va en parler des plis. »*

Madame PRUVOT : « J'ai eu 2 mandats auparavant avec Monsieur le Député qui est ici présent, j'en suis contente, je n'ai jamais eu aucun problème. Être insultée comme vous l'avez fait vis-à-vis de ma personne, ça, je ne peux pas l'accepter, je suis désolée, on est des élus, Monsieur le Maire, ... »

Monsieur le Maire : « Je vous ai insultée comment Madame ? »

Madame PRUVOT : « ... je vous rappelle que nous sommes des élus, nous ne sommes pas vos salariés. »

Monsieur le Maire : « Dites-le, je vous ai insultée comment, Madame ? Devant témoins, ils étaient tous là, je vous ai insultée comment ? »

Madame PRUVOT : « Vous m'avez insultée comment ? Vous m'avez dit que vous ne vouliez plus me voir, que vous vouliez que je dégage. Voilà les paroles que vous avez dites. »

Monsieur le Maire : « Messieurs, Dames, vous avez entendu ça ? »

Madame PRUVOT : « On peut l'enregistrer, je peux vous sortir l'enregistrement que j'ai fait. »

Monsieur le Maire : « Il n'y a pas de soucis. »

Madame PRUVOT : « Il n'y a pas de problème non plus. A mon sens, le problème que je rencontre avec Monsieur le Maire est un problème humain et non un problème de travail. Je terminerai en demandant à Monsieur le Maire de me respecter, surtout devant les Maires de la communauté de communes, avec lesquels je m'entends à merveille, puisque dans mes activités depuis 43 ans, j'en côtoie quand même pas mal et vu la version que j'ai eue de eux, qui m'ont appelée au téléphone pour me dire ce que vous leur avez dit, j'estime qu'il y a un manque de respect vis-à-vis de moi. La dernière chose que je voulais vous dire, il est quand même malheureux et je vous en ai parlé, je vous ai dit que je voulais le mettre sur Facebook et puis après, je me suis dit, ça vaut pas le coup. Je vous ai demandé un rendez-vous pour mon mari, que nous sommes installés depuis 36 ans à Caudry, nous n'avons jamais dépendu de la ville de Caudry pour travailler, on est bien d'accord et vous m'avez répondu sur un mail par votre secrétaire : "je n'ai pas le temps, j'ai du boulot et voilà ça ira comme ça", et bah excusez-moi, d'un maire qui ne reçoit pas un commerçant installé depuis 36 ans pour une histoire justement de PLU et je précise bien que c'est que le PLU, pas autre chose, parce que si vous me parlez de travaux qu'on aurait pu avoir personnellement depuis 43 ans que nous sommes dans des activités, excusez-moi, Monsieur le Maire, sur une main, je peux les compter et si je les ai eus, c'est parce qu'il y avait personne d'autre qui se présentait ou ils étaient beaucoup plus chers et ça n'a rien à voir avec vous, ni la ville de Caudry. »

Monsieur le Maire : « En tant qu'élue vous revendiquez le fait qu'on doit vous faire travailler. »

Madame PRUVOT : « Non, pas du tout, pas du tout. »

Monsieur le Maire : « C'est ce que vous venez de dire. »

Madame PRUVOT : « Parce que je n'ai jamais attendu après la ville de Caudry pour travailler, je m'excuse, Monsieur le Maire, mais avant d'être élue, quand j'ai été élue... »

Monsieur le Maire : « ... Pourtant, vous veniez souvent nous voir pour vous faire travailler... »

Madame PRUVOT : « Jamais ! Vous vous êtes servi de mes.... Non, mais Monsieur le Maire, faut pas, faut pas inverser les rôles. Vous vous êtes servi de nos devis pour les donner à d'autres concurrents, c'est différent, c'est comme ça que ça s'appelle travailler. »

Monsieur le Maire : « ... C'est bien enregistré Stéphane ? »

Madame PRUVOT : « Mais bien sûr que c'est enregistré, j'espère de tout cœur, parce que c'est la

vérité. Non, Monsieur le Maire, dites au moins ce que je vous ai... »

Monsieur le Maire : *« ... Vous avez terminé ? »*

Madame PRUVOT : *« Non, Monsieur le Maire, je voudrais savoir si vous voulez aller jusqu'au bout, de quoi je vous ai traité ? Allez-y! »*

Monsieur le Maire : *« Vous m'avez dit que j'étais ... »*

Madame PRUVOT : *« ... un bipolaire, vous voyez je vous aide. »*

Monsieur le Maire : *« ... Oui c'est ça... »*

Madame PRUVOT : *« ... Et pourquoi je vous ai dit que vous étiez un bipolaire? Parce que, un coup, vous étiez... »*

Monsieur le Maire : *« ... Vous êtes médecin peut-être ? »*

Madame PRUVOT : *« Non, pas du tout, je suis pas médecin, je ne voudrais pas y être. Un coup, vous me souriez à une réunion, le lendemain, vous nous traitez, vous me traitez et c'est pas la première fois. C'est pour ça. »*

Propos inaudibles Monsieur le Maire

Madame PRUVOT : *« Je voulais quand même éclaircir, parce que j'ai eu des bons contacts avec Dominique et ça m'embêtait parce que les versions qui avaient été données, et je vais terminer encore mieux, c'est que vous êtes permis, après le conseil municipal, quand on a voté pour les élus pour le 24 septembre, aller à Lille, de dire : "Ah Brigitte PRUVOT a voté pour Madame DESREUMAUX", je suis désolée Madame DESREUMAUX, je n'ai rien contre vous, mais vous savez bien que si j'avais voulu voter pour quelqu'un d'autre que la ville, j'aurais voté pour Mélanie ETHUIN, je vous le dis franchement parce que j'ai eu un très bon contact. »*

Monsieur le Maire : *« Qui vous a bien aidé ce soir. »*

Madame PRUVOT : *« Mais bien sûr. »*

Madame DESREUMAUX : *« Attendez, je pense que nous étions quand même 3 ce soir à venir, à soutenir Madame PRUVOT. »*

Madame PRUVOT : *« Oui c'est vrai, je remercie, Denis, je remercie Mélanie mais je tiens aussi à préciser que ce qui vous a vexé le plus Monsieur le Maire dans toute notre discussion du mois de juin, c'est quand vous m'avez dit vulgairement : vous n'êtes pas venu applaudir Sainthimat à la sortie, et je vous ai répondu quoi ? Mais, Monsieur le Maire, c'est pas quand ils sont morts, les commerces, qu'on va les applaudir. »*

Monsieur le Maire : *« Vous aviez noté sur notre groupe conseil municipal, que vous étiez parti en week-end en camping-car. »*

Madame PRUVOT : *« Mais, Monsieur, c'est ma vie privée. Ça vous regarde pas, ça vous regarde pas. »*

Monsieur le Maire : *« Il ne faut pas l'écrire sur le groupe conseil municipal Madame. »*

Madame PRUVOT : *« Et pourquoi vous enlevez vos messages ? Moi je ne marque pas que j'ai donné 100 € pour le décès de Madame.... »*

Monsieur le Maire : *« Madame, Madame... »*

Madame PRUVOT : *« ... non non je suis désolée... »*

Monsieur le Maire : « ... quand vous mettez sur le groupe Conseil Municipal, tout le monde l'a, excusez-moi. »

Madame PRUVOT : « Vous, vous quand vous marquez sur messenger, vous m'excuserez mais moi j'ai mis 100 € pour Monsieur BAUDOUX, je suis désolée mais ce n'est pas à marquer non plus. Je suis désolée. Alors, maintenant, je vais quand même finir ma phrase... »

Monsieur le Maire : « ... je peux parler ? »

Madame PRUVOT : « Je vais finir ma phrase. »

Propos inaudibles Monsieur HISBERGUE

Madame PRUVOT : « C'est pas grave, je suis désolée, le sujet qui a été le plus vexant, c'est Sainthimat, quand vous m'avez dit ça, je vous ai répondu quoi ? Allez-y! Dites-moi le ce que je vous ai répondu... »

Monsieur le Maire : « ... que vous étiez parti en week-end en camping-car. »

Madame PRUVOT : « Mais non, c'est pas vrai... »

Monsieur le Maire : « ... Je l'ai sous les yeux, je montrerai à la presse tout à l'heure. »

Madame PRUVOT : « Je vous ai répondu simplement qu'un commerce c'est quand il était vivant, qu'on le faisait vivre et que nous, on le faisait vivre avec nos deux activités, et que vous, à la mairie, vous n'avez jamais acheté une planche de bois, voilà les paroles que je vous ai dit textuellement au mois de juin. »

Monsieur le Maire : « D'accord, très bien. »

Madame PRUVOT : « Donc, je n'accepte pas ma démission, je n'accepte pas ma démission. »

Monsieur le Maire : « Ce n'est pas une démission, c'est un retrait de délégation. »

Madame PRUVOT : « Oui, mais je n'acceptais pas de prendre ma démission, parce que vous me l'avez demandé de prendre ma démission, et je l'ai refusé parce que je voulais quand même que vous vous expliquiez. »

Monsieur le Maire : « Je vous ai menacé de mort aussi, non ? »

Madame PRUVOT : « Non, non, pas du tout, pas du tout. On en est pas arrivé là, non! Vous m'avez insultée, c'est déjà pas mal. J'estime,... j'espère que ce que vous faites aujourd'hui, ça va améliorer la vie des élus autour de la table, puisque, je vous le dis encore une fois, nous ne sommes pas vos salariés, nous sommes des élus, vous n'avez pas à nous insulter comme vous le faites. »

Monsieur le Maire : « D'accord mais vous êtes quand même indemnisée Madame pour faire faire une délégation ... »

Madame PRUVOT : « ... que j'ai respectée jusqu'au début... »

Monsieur le Maire : « ... que vous n'avez jamais fait... »

Madame PRUVOT : « ... je suis désolée, je suis désolée... »

Monsieur le Maire : « ... Vous permettez je vais prendre la parole.... »

Madame PRUVOT : « Je suis désolée, vous m'avez empêchée de la faire, vous m'avez empêchée

de la faire. Mais oui réfléchissez bien, je ne signe plus les parapheurs, je ne peux pas voir, ça vous gêne quand je prends des rendez-vous avec Dominique... »

Monsieur le Maire : *« ... J'ai empêché de la faire... »*

Madame PRUVOT : *« ... Oui, oui, puis j'étais à toutes les réunions présente. »*

Monsieur le Maire : *« ... je peux y aller ? Je peux parler Madame ? »*

Madame PRUVOT : *« Oui bien sûr vous pouvez parler Monsieur le Maire. »*

Monsieur le Maire : *« Je vous ai envoyé un premier courrier, Madame, pour vous demander de vous reprendre en main, parce que vous n'étiez pas présente aux manifestations et puis que les gens du service technique, vous connaissaient à peine, parce que vous n'étiez jamais là. Le premier décembre, je vous en ai refait un deuxième, Madame. »*

Madame PRUVOT : *« Non. »*

Monsieur le Maire : *« Bah si je l'ai là, vous ne l'avez pas reçu ? »*

Madame PRUVOT : *« Non »*

Monsieur le Maire : *« C'est marrant. »*

Madame PRUVOT : *« Ah c'est le premier. »*

Monsieur le Maire : *« Un précédent courrier datant d'il y a quelques mois vous avez rappelé que, je ne voulais pas en venir là Messieurs, Dames, mais tamps ... »*

Madame PRUVOT : *« ... Allez-y, allez-y... »*

Monsieur le Maire : *« ... Alors déjà je voulais dire une chose parce que c'est quand même grave, vous avez insisté, Madame, je me souviens très bien, quand vous êtes venue dans mon bureau, vous avez insisté pour être aux travaux, vous m'avez demandé pour faire partie de la commission d'appel d'offres alors que votre mari est commerçant local dans le BTP. Je vous ai dit : c'est pas possible, Madame, mais vous avez insisté pour le faire. Quand vous dites que j'utilise les devis de votre mari pour transmettre aux autres, Madame, je vous rappelle et c'est une bonne chose, que je ne fais pas du tout partie de la commission d'appel d'offres donc je ne sais pas comment je ferais pour avoir les devis de votre mari. Par contre, vous, vous avez largement insisté pour être à la commission d'appel d'offres alors que votre mari, comment dire, participe régulièrement à des appels d'offres. Donc je vous ai dit, le courrier du premier décembre 2021, un précédent courrier datant d'il y a quelques mois vous avez rappelé que votre présence à ce type d'événement, dont on vous reprochait d'être absente, était plus que souhaité. Lors d'une récente rencontre à ce sujet, vous aviez renouvelé votre volonté de garder votre délégation et vous étiez engagée à fournir des efforts d'assiduité. Constatant vos absences récurrentes des dernières semaines, je me dois de vous demander une nouvelle fois, de respecter l'engagement souscrit lors de votre prise de fonction, qui implique tacitement d'être présente lors des moments qui rythment la vie municipale. Je sais que votre activité professionnelle, vous l'avez répété assez de fois : "moi, je travaille, moi je travaille" parce que les autres ne travaillent pas, est chronophage et ce n'est pas toujours compatible avec ces réunions, mais d'autres conseillers municipaux, je vous l'ai noté, tout aussi occupés par leur vie professionnelle ou personnelle, arrivent à conjuguer leurs divers engagements en faisant des efforts. Voilà. Je vous ai réécrit le 9 février 2022, vous aviez refusé, vous avez oublié d'inviter Madame, c'était peut-être une coïncidence, mais, Madame TRIOUX et Madame DONNEZ à la remise des clés de la voiture à gagner alors qu'elles sont élues au commerce, en votre qualité de présidente de l'UCAC. Je vous ai réécrit le 14 juin 2023. Toujours, je vous disais : depuis 2021, j'ai eu à plusieurs reprises, à constater et vous faire remarquer avec regret vos nombreuses absences lors des manifestations communales et votre manque de connaissance des dossiers de travaux, que vous justifiez soit par votre activité professionnelle, vos fonctions de présidente de l'UCAC ou encore en raison de fêtes familiales. En décembre 2021, déjà, je reprenais la signature de l'intégralité du courrier des services techniques*

lié à votre délégation, puisque cela semblait être une contrainte pour vous. Suite à un premier courrier de rappel à l'ordre vous m'aviez pourtant renouvelé formellement, quelques mois auparavant, votre volonté de garder votre délégation dans le domaine des travaux, du cadre de vie, de la voirie, de la circulation et du développement durable, vous engageant à fournir des efforts d'assiduité. Force est de constater que cet engagement n'est pas tenu, ce mercredi 7 juin 2023, au cours d'une grande réunion de notre groupe d'élus municipaux, j'ai de nouveau rappelé la nécessité d'un plus grand investissement de votre part, vous rappelant, pour ce qui concerne, ces derniers mois, vos absences à l'inauguration de la salle Secretin, qui est quand même le projet phare de la commission travaux, vous n'étiez peut-être pas au courant, lors de la fermeture de l'enseigne historique de vente de matériaux SAINTHIMAT, vous avez alors justifié sur la conversation messenger du groupe majoritaire, votre indisponibilité par un week-end en camping-car. »

Madame PRUVOT : *« ... Mais ça c'est ma vie privée Monsieur le Maire. »*

Monsieur le Maire : *« ... Il ne faut pas l'écrire si c'est privé. Quand je dis il faut venir à Saintthimat pour les soutenir et que vous mettez " je ne peux pas, je pars en week-end en camping-car", il ne faut pas l'écrire Madame, si vous ne voulez pas que... »*

Propos inaudibles Madame PRUVOT

Monsieur le Maire : *« ... vous avez été également absente au salon des jeunes artisans et sur les 15 visites de commerce des 6 derniers mois, donc précédant le 14 juin, vous avez été absente 13 fois. »*

Propos inaudibles Madame PRUVOT

Monsieur le Maire : *« Les 6 mois précédents le mois de juin vous avez été absente... »*

Propos inaudibles Madame PRUVOT

Monsieur le Maire : *« ... Non, mais Madame, je continue, s'il vous plaît, quinze, quinze visites de commerce des six derniers mois, vous avez été absente 13 fois et vous avez été absente 28 fois sur les 35 manifestations des six derniers mois. Je vous ai écrit lors de cette réunion du 7 juin, mais vous m'avez qualifié de bipolaire, et fait le reproche de vous manquer de respect, de vous harceler, donc il faudra le prouver. Vous m'avez accusé de pénaliser votre époux, c'est bien ce que vous avez dit, en rejetant systématiquement ses devis, tous les gens ici l'ont entendu Madame. Pire encore, vous m'avez accusé de transmettre, vous venez de le redire, ses devis pour aider les concurrents. C'est quand même assez grave, Madame. C'est aussi surprenant que navrant, dans la mesure où vous êtes indiscutablement l'élue déléguée que je rencontre le moins. Si les critiques infondées m'ont affecté, celle qui m'a choqué au plus haut point, c'est que vous alléguiez la difficulté d'obtenir des informations sur les travaux auprès du directeur des services techniques, pour justifier... »*

Madame PRUVOT : *« ... non mais c'est facile de lire une lettre.... »*

Monsieur le Maire : *« ...Non, mais attendez, laissez-moi parler, je vous ai laissé parler. Non, mais j'ai vos mails, Madame, vos mails, où vous dites... »*

Madame PRUVOT : *« ... Non mais ce n'est pas mes mails que vous avez... »*

Monsieur le Maire : *« ... Mais je les ai, je les ai... »*

Madame PRUVOT : *« ... que vous m'avez envoyé après notre discussion, et là-dessus je viens de vous répondre... »*

Monsieur le Maire : *« ... Ah voilà, Messieurs, Dames, vous voyez ici, Brigitte PRUVOT à Frédéric BRICOUT, "Concernant les travaux en-cours à partir de ce jour, au lieu de me renseigner en réclamant verbalement régulièrement à Dominique et aux autres services, sans avoir de réponse pour autant." Non, mais là, vous critiquez pas, Madame ? »*

Madame PRUVOT : « *Ayez au moins le courage de donner la date. »*

Monsieur le Maire : « *Mais je vais la donner la date, le 16 décembre 2021. »*

Madame PRUVOT : « *Et bien voilà, ça fait bien 1 an et demi que vous m'harcélez. Depuis ce temps là, vous me donnez plus les renseignements et il a fallu que je prenne... »*

Monsieur le Maire : « *... ah non c'est Monsieur FAUQUEMBERGUE, vous êtes pathétique Madame. "Je le ferai par écrit, parce que je n'apprécie pas non plus d'être mise sur le fait accompli." Madame, je dis toujours, il y a des gens qui ont des excuses et puis les autres qui ont les résultats. J'ai marqué ici, Madame, voilà, vous alléguez, vous l'avez bien noté, la difficulté d'obtenir des informations sur les travaux auprès du directeur du service technique pour justifier... »*

Propos inaudibles Madame PRUVOT

Monsieur le Maire : « *Ils sont là, c'est des mails. »*

Madame PRUVOT : « *Non ! Non ! »*

Monsieur le Maire : « *Mais vous permettez que je termine. Je vous ai laissé parler. »*

Madame PRUVOT : « *Vous sortez ce que vous avez envie de sortir. »*

Monsieur le Maire : « *C'est ce que vous m'avez écrit... D'être à l'initiative de... donc aucune proposition, je ne peux admettre que vous mettiez en doute, je ne peux pas admettre que vous mettiez en doute la qualité de service de mon collaborateur. En parallèle, et ça, tout le monde l'a entendu également, vous critiquez ouvertement, puis vous le redirez, soi-disant que c'est mon ami, oui, effectivement, moi, je suis ami avec beaucoup de monde à Caudry. En parallèle, vous critiquez ouvertement, laissez-moi parler, s'il vous plaît, Madame, la qualité du béton, d'un concurrent caudrésien de votre entreprise, et m'interpellez sur le fait que la société Arbuati, qui construit l'éco quartier Guy Bricout n'utilise pas votre béton, en me demandant d'aller les voir, je n'ai pas à aller les voir, je ne suis pas votre commercial moi Madame. Vous demandez, vous demandez également de recevoir votre mari pour classer, pourquoi ? Pourquoi vous m'avez demandé, pour classer... »*

Madame PRUVOT : « *... pour le PLU ... »*

Monsieur le Maire : « *... pour classer les terrains de votre mari en terrains à bâtir. »*

Madame PRUVOT : « *Oui c'est ça et vous avez eu une lettre recommandée d'ailleurs là-dessus. »*

Monsieur le Maire : « *Oui, peut-être ! »*

Madame PRUVOT : « *Oui par la SCI. »*

Monsieur le Maire : « *Mais madame, vous demandez, vous faites valoir vos intérêts personnels en demandant, ce n'est pas moi qui décide Madame, le PLU c'est un groupe de travail... »*

Propos inaudibles Madame PRUVOT

Monsieur le Maire : « *... Oui à faire passer... »*

Madame PRUVOT : « *... J'ai demandé, pas exigé... »*

Monsieur le Maire : « *Donc voilà... »*

Madame PRUVOT : « *... Mais Monsieur le Maire ... »*

Monsieur le Maire : « ... Non mais je continue, Madame, s'il vous plaît. Messieurs, Dames, je vous ai lu ça. Je vais en donner d'autre, Madame, Madame PRUVOT m'écrit en ce 16 décembre 2021 : "J'ai bien reçu ton courrier. Je tenais à te rappeler que l'objet de mes absences concernant le Beaujolais nouveau était lié à un déplacement sur Lyon pour la vente de nos différentes activités. Concernant l'absence à la manifestation de Saint-Nicolas nous fêtons l'anniversaire de Fallone. Concernant l'inauguration d'Envie d'Elles, je me suis excusée, etc" bon vous voyez vous reconnaissez. »

Madame PRUVOT : « Je ne vois pas le rapport de Saint Nicolas avec les travaux. »

Monsieur le Maire : « Madame, je vous confirme, je vous confirme que je ne regrette en aucun cas de vous avoir retiré votre délégation, parce que c'est de l'argent public, Madame, vous êtes indemnisée pour ça et vous ne faisiez pas le travail, voilà et puis c'est tout. »

Madame PRUVOT : « Je vais quand même... »

Monsieur le Maire : « ... Non, mais on va arrêter, Madame, »

Madame PRUVOT : « Vous permettez que je réponde quand même, parce que je ne vais pas me faire insulter tout le temps comme ça, j'estime que quand même je vaudrais un peu plus que ça. Je suis désolée, vous avez lu ce que vous avez voulu lire, c'est-à-dire simplement des choses de 2021, j'aurais peut-être dû vous ramener tous les textos, les menaces, les machins et les trucs que vous m'avez... »

Monsieur le Maire : « ... Ramenez-les...Montrez-les... »

Madame PRUVOT : « ... Mais il n'y a pas de soucis, j'ai un dossier comme ça. »

Monsieur le Maire : « C'est bien, vous l'avez dit à tout le monde mais je l'attends votre dossier. »

Madame PRUVOT : « Oui, mais il n'y a pas de souci, Monsieur le Maire, on est bien d'accord. »

Monsieur le Maire : « Avec grand plaisir Madame. »

Madame PRUVOT : « Bon, je reste sur ma position. De toute façon, je vous rassure, je n'ai aucun regret de ce qui c'est passé, je suis contente de vous avoir répondu, d'avoir eu le courage de vous répondre, à vos insultes et tout le bataclan, parce que je savais très bien que j'allais perdre ma délégation, mais je ne pouvais pas continuer à me faire insulter parce que j'estimais que je n'étais pas considérée à ce que j'étais... »

Monsieur le Maire : « ... Insultée ?... »

Madame PRUVOT : « Oui, vous m'avez insultée, non, mais même tous... »

Monsieur le Maire : « ... Messieurs, Dames qui étaient présents ce soir là, est-ce que ... »

Madame PRUVOT : « ... Ayez au moins le courage de dire qu'il n'a pas insultée ? »

Dans la salle :

« Ce n'est pas une insulte. »

« Il n'y a pas eu d'insulte. »

Madame PRUVOT : « Ah non ce n'est pas une insulte. »

Monsieur le Maire : « Merci, non aucune insulte. »

Madame PRUVOT : « ... Bon c'est vrai que... »

Monsieur le Maire : « ... C'est vrai que le fait de dire que vous ne connaissez rien aux travaux, quand on fait, excusez-moi, mais on va aller plus loin, quand on fait, tout, le monde le sait ici,

quand on faisait des tours de table, des réunions de groupe, à chaque fois qu'on arrivait sur vous, vous étiez capable de me sortir le contournement comme travaux, c'est un ouvrage du Département... »

Madame PRUVOT : *« ... Bien sûr, une fois on en a parlé ... »*

Monsieur le Maire : *« ...Vous étiez capable de me sortir l'écoquartier Guy BRICOUT, c'est un ouvrage de NordSem et puis vous me disiez : "il y a des trous dans les rues, on les bouche" bon ça, je veux dire tout le monde peut le faire. »*

Madame PRUVOT : *« Oui c'est ça, bien sûr, rabaissez-moi encore plus que vous ne le dites. Mais franchement, vous avez, vous êtes vraiment humain de votre personne. »*

Monsieur le Maire : *« Ouais, d'accord. »*

Madame PRUVOT : *« Hein, on est bien d'accord ? »*

Monsieur le Maire : *« J'ai pas compris. »*

Madame PRUVOT : *« Vous n'avez pas compris, ne cherchez pas à comprendre, mais moi simplement je vais vous dire quand même... »*

Monsieur le Maire : *« ... alors, Messieurs, Dames, ... »*

Madame PRUVOT : *« ... Je vais vous dire quand même, je terminerai quand même en vous disant que je me sens beaucoup mieux, libérée de votre harcèlement, d'accord ? Parce que j'aurais pu aller très loin, vous parlez d'aller au tribunal, on peut y aller au tribunal. »*

Monsieur le Maire : *« On va y aller Madame. »*

Madame PRUVOT : *« J'aurais pu y aller, vous savez, j'avais l'occasion mais j'ai pas voulu, parce que j'ai dit : "c'est du bas". J'ai l'estime de Monsieur le Député qui m'a très bien reçue, qui m'a très bien compris ma situation, et j'espère que tout le monde autour de la table, enfin ceux que je connais du moins, verront que, et je suis contente d'avoir dit pour Dominique FAUQUEMBERGUE ce que je pensais lui, voilà. »*

Monsieur le Maire : *« Qu'il ne vous donnait pas les informations. »*

Madame PRUVOT : *« Non, non, non, non que je l'estimais beaucoup, que c'était vous qui m'empêchait d'avoir les informations, c'est tout à fait différent. Ne faites pas, ne faites pas les rôles inverses. En tout cas, la dernière chose que j'espère ... »*

Monsieur le Maire : *« Alors, ... Madame, ... comment je vous empêchais d'avoir les informations, Madame ? »*

Madame PRUVOT : *« Comment ? Vous m'avez déjà enlevé les parapheurs à signer, qui permettaient de voir Dominique... »*

Monsieur le Maire : *« ... Et alors ? Vous ne pouviez pas aller aux services techniques ? »*

Madame PRUVOT : *« Non mais... »*

Monsieur le Maire : *« ... je vous ai retiré les parapheurs parce que ça faisait trop de boulot pour vous, vous vous plaigniez. »*

Madame PRUVOT : *« C'est vous qui avez pensé ça, je ne vous ai jamais demandé de me retirer les parapheurs, jamais. »*

Monsieur le Maire : *« Dominique ? »*

Madame PRUVOT : « *Je vous ai simplement... »*

Monsieur le Maire : « *... bon allez on arrête Madame, vous êtes malhonnête. »*

Madame PRUVOT : « *... Monsieur le Maire vous inversez les rôles. A votre courrier, ... »*

Monsieur le Maire : « *... allez... c'est bon... »*

Madame PRUVOT : « *... ça sert à rien de me couper... »*

Monsieur le Maire : « *Mais si ça sert à quelque chose. »*

Madame PRUVOT : « *Le courrier que vous avez mis dans ma boîte aux lettres que vous venez de lire auparavant en me disant que je ne remplissais pas mes fonctions, je vous ai dit que je venais assez à la ville de Caudry signer les parapheurs 3 fois par semaine si vous aviez quelque chose à me dire, fallait me le dire en face. »*

Monsieur le Maire : « *Ouais, mais on s'est vu dans mon bureau, c'est noté. »*

Madame PRUVOT : « *Oui mais après. »*

Monsieur le Maire : « *Vous l'avez même noté qu'on c'était vu dans mon bureau que je vous avais recadré, Madame. Je vous ai recadré trois fois. »*

Madame PRUVOT : « *De toute façon je n'aurais pas raison. »*

Propos inaudibles Madame PRUVOT.

Monsieur le Maire : « *D'accord, très bien, merci et puis, soyez un peu plus honnête. Allez, on était à la question... »*

Madame DESREUMAUX : « *... Excusez-moi, excusez-moi, cela ne nous dit toujours pas qui va avoir la délégation aux travaux. »*

Monsieur le Maire : « *Mais Madame c'est une décision du Maire, Madame, donc je n'ai pas à vous donner. »*

Madame DESREUMAUX : « *Bah si, bah attendez, c'est peut-être une décision du Maire, mais on peut aussi savoir comment, de quoi sera fait demain ? Donc, moi, je vous demande, ce soir... »*

Monsieur le Maire : « *... Oui je vous le dirais en temps voulu, Madame, d'accord ? »*

Madame DESREUMAUX : « *C'est bien dommage, encore une fois, vous vous montrez... »*

Monsieur le Maire : « *... Très bien... »*

Madame DESREUMAUX : « *... Autre chose, est ce que c'est un aveu de faiblesse que de dire... »*

Monsieur le Maire : « *... Et par respect pour Madame PRUVOT, je ne voulais pas le faire ce soir, mais... »*

Madame DESREUMAUX : « *... Oui, parce que vous la respectez effectivement... »*

Madame PRUVOT : « *ça me gêne pas du tout, vous ne m'avez jamais respecté jusqu'à maintenant alors donc vous pouvez y aller jusqu'au bout. »*

Monsieur le Maire : « *Oui, bien sûr, Madame. »*

Madame DESREUMAUX : « *Moi, j'ai quand même quelque chose, est-ce que c'est un aveu de faiblesse que de dire que la délégation de Madame PRUVOT n'était pas compatible avec l'activité*

de son mari et de dire que bon malgré tout, le cœur sur la main, vous lui avez quand même donné, pour lui faire plaisir, cette délégation, moi ce soir ça me choque, parce que si vous êtes au courant de ça et si cela ne vous convenait pas, il ne fallait surtout pas donner cette délégation à Madame PRUVOT, moi c'est ce que j'ai entendu. »

Monsieur le Maire : « *D'accord... »*

Madame DESREUMAUX : « *... et troisièmement... »*

Monsieur le Maire : « *... non, non, vous avez mal entendu Madame, j'ai parlé de la commission d'appel d'offres... »*

Madame DESREUMAUX : « *Dans tous les cas, dans tous les cas, ... »*

Monsieur le Maire : « *... Madame PRUVOT voulait faire partie de la commission d'appel d'offres et j'ai refusé parce que, effectivement, il y avait un conflit d'intérêts. »*

Madame DESREUMAUX : « *Dans tous les cas, ... »*

Madame PRUVOT : « *... Attendez, juste, je suis quand même au courant des loi, il est certain que quand il y aurait eu un appel d'offres auquel j'aurais pu répondre par mon mari, à la NMDT, je n'aurais pas demandé à assister, je ne suis quand même pas idiote à ce point là. Croyez-moi, je connais quand même un bout dans les travaux et les lois. »*

Monsieur le Maire : « *Mais, même, Madame, le fait de voir les prix des autres, etc... »*

Madame PRUVOT : « *Ce n'était pas les prix qui intéressaient, c'est de voir la présentation si elle était correcte et j'ai participé au début et c'est bizarre du jour au lendemain... »*

Monsieur le Maire : « *Déontologiquement ce n'était pas... »*

Madame PRUVOT : « *... C'est bizarre, du jour au lendemain, je n'ai plus eu le droit. »*

Monsieur le Maire : « *Déontologiquement ça ne se faisait pas, c'est tout. »*

Madame PRUVOT : « *J'ai quand même participé... »*

Monsieur le Maire : « *... et moi à votre place je ne l'aurais pas demandé. »*

Madame PRUVOT : « *Et j'y ai participé du temps de Monsieur Guy BRICOUT, je vous le signale quand même. »*

Monsieur le Maire : « *C'était Monsieur Guy BRICOUT... »*

Madame PRUVOT : « *... et ça n'a pas empêché que je ne participais pas quand ça concernait mon activité. »*

Madame DESREUMAUX : « *Juste, pour conclure, je voulais juste rappeler que, parfois, il est bon de savoir laver son linge sale en famille et que là, je pense que la conduite et les débats qu'on a entendu ce soir sont vraiment, en tout cas moi, moi m'ont mise mal à l'aise, je vous remercie. »*

Monsieur DEVIENNE : « *Cela avait été fait. »*

Monsieur le Maire : « *Oui, tout à fait, et normalement on n'aurait pas dû en venir là, mais c'est tout. »*

Madame DESREUMAUX : « *Est-il bien blanc ? »*

Monsieur le Maire : « *Alors... »*

Madame BACCOUT : « *Monsieur le Maire s'il vous plaît.* »

Monsieur le Maire : « *Oui* »

Madame BACCOUT : « *Pourrais-je, à titre exceptionnel, intervenir ?* »

Monsieur le Maire : « *Oui, bien-sûr, avec plaisir Madame BACCOUT.* »

Madame BACCOUT : « *Parce que, durant les échanges qui viennent de se produire, à deux reprises, Madame PRUVOT a dit : "nous sommes des élus, nous ne sommes pas des salariés, vous n'avez pas à nous insulter", comme si c'était la norme et bien non, ce n'est pas la norme, moi, je le dis haut et fort, Monsieur le Maire ne m'a jamais insultée et si demain, il venait à insulter un de nos salariés, je m'y opposerais fermement. Je tenais à le dire.* »

Monsieur le Maire : « *Comme je n'ai jamais insulté Madame PRUVOT.* »

Propos inaudibles Madame PRUVOT

Madame BACCOUT : « *Vous avez déclaré cela comme si c'était une norme.* »

Madame PRUVOT : « *J'ai dirigé pendant 30 ans une activité de transport avec 40 salariés, je n'ai jamais insulté comme il m'a insultée le jour de la préparation du conseil, c'est clair, c'est net, sinon je ne l'aurais pas fait. Je lui ai demandé à 2 reprises de se reprendre.* »

Monsieur le Maire : « *Ophélie, qu'est-ce que tu en penses ? Non mais parlez, parce que...Non mais j'aimerais bien...* »

Madame DEMARQUE : « *Je voudrais juste demander c'est quoi une insulte...* »

Monsieur le Maire : « *C'était quoi l'insulte ? C'était quoi l'insulte ?* »

Madame DEMARQUE : « *Il n'y a pas eu d'insulte, il n'y a pas eu de gros mots, de vulgarités...* »

Monsieur le Maire : « *Je vous ai dit Madame PRUVOT que vous ne connaissiez rien aux travaux, ce n'est pas une insulte ça.* »

Propos inaudibles dans la salle

Monsieur le Maire : « *Bon, on va en rester là, c'est bon on en a assez vu, assez entendu. Alors, on a délibéré sur la question ?* »

Madame BACCOUT : « *Non vous n'avez pas voté.* »

Monsieur le Maire : « *Donc on vous demande de bien vouloir accepter le nouveau tableau des indemnités d'élus comme présenté ci-dessus. Des contres ? Donc trois contre.* »

Madame PRUVOT : « *4 contre, moi aussi je suis contre.* »

Monsieur le Maire : « *Moi je n'aurais pas pris partie, mais ce n'est pas grave, 4 contre OK. Pas d'abstention.* »

ADOPTÉ A LA MAJORITÉ

4 CONTRE : Mme PRUVOT-PARMENTIER Brigitte

M. COLLIN Denis - Mme DISDIER Mélanie - Mme DESREUMAUX Sophie

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/09/2023

12. ACQUISITION DES PARCELLES CADASTRÉES AR N°468P1 ET AR N°469P1 – SISES 67-69 RUE LÉON GAMBETTA À CAUDRY

Madame Sandrine TRIoux, Adjointe au Maire, informe l'assemblée que Monsieur Patrice LEDIEU, propriétaire des parcelles cadastrées AR N°468 et AR N°469 a fait part à Monsieur le Maire de son souhait de les céder.

Par courrier en date du 15 mai 2023, Monsieur le Maire a porté à la connaissance du propriétaire, son intérêt à acquérir ces parcelles pour partie (AR n°468p1 et AR°469p1, conformément au plan « projet de division » annexé) pour la somme de 43 797,00 euros suivant l'avis du domaine sur la valeur vénale en date du 15 mai 2023.

Celui-ci a consenti à céder ces parcelles au prix proposé en date du 31 août 2023.

Ces parcelles sont situées rue Gambetta.

Cette opportunité permettra de réaliser un parking de 21 places pour permettre de faciliter l'accès aux commerces ainsi qu'à l'école JANSOONNE située à proximité.

Après avoir entendu cet exposé, le Conseil Municipal décide:

- d'autoriser Monsieur le Maire à acquérir ces parcelles cadastrées section AR n°468p1 et n°469p1 au prix de 43 797,00 euros,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les actes afférents à cette affaire
- de classer ces parcelles dans le domaine public communal.

Monsieur le Maire : « *Vous connaissez notre garage Ford, garage presque ancestral, je crois, qui est la propriété de Patrice LEDIEU, qui, malheureusement, l'enseigne Ford, ne voulait pas le reprendre, elle préférait s'installer ailleurs. Patrice a recherché des repreneurs et bonne nouvelle, il y avait entreprise caudrésoise qui voulait quitter Caudry si elle ne trouvait pas les locaux qui répondaient à ses besoins. C'était les ambulances Mahé et donc Patrice LEDIEU a réussi à faire affaire et donc les ambulances Mahé vont s'installer dans les locaux de Patrice LEDIEU, et nous, comme on était, vous savez qu'on rencontre régulièrement nos commerçants, nos entreprises, etc comme on avait rencontré l'entreprise Mahé qui recherchait des locaux, qu'on l'a mis en relation avec Patrice, on en a profité parce que, on savait qu'il y avait à côté de ce garage, une emprise foncière qui permettait de faire des places de parking, vous savez que la rue Zola est très risquée, tout le monde nous dit, quand ils déposent des enfants, c'est vachement encombré et puis, la rue Gambetta est très, très encombrée également. On en a profité pour demander aux établissements Mahé et puis à Patrice LEDIEU, d'acheter une petite partie pour faire 21 places de parking. Aujourd'hui, je pense que les places de parking, ce n'est pas du luxe. »*

Monsieur COLLIN : « *S'il vous plaît, Monsieur le Maire, concernant l'entreprise ambulances Mahé, j'étais au courant, au niveau de la circulation, ça ne va pas gêner par rapport à l'achat des parkings, pour eux rentrer parce qu'ils rentrent par le parking. »*

Monsieur le Maire : « *Non, non tout est calé. »*

Monsieur COLLIN : « *Comment ? C'est clair ? »*

Monsieur le Maire : « *Oui, oui tout est calé avec eux. »*

Monsieur COLLIN : « *D'accord. »*

Monsieur le Maire : « *On s'est vu à 3, avec Patrice, nous, on a dit, ça aurait pu nous intéresser pour faire un parking pour la rue Zola et la rue Gambetta parce que c'est ... et donc on s'est mis d'accord et ils nous ont dit ça, on peut vous le céder, ça on peut le laisser et voilà, on pourra faire 21 places de parking. »*

Madame ETHUIN: « *Oui, Monsieur le Maire, excusez-moi, je n'ai pas très bien compris. Monsieur LEDIEU arrête son activité et la concession Ford va disparaître de Caudry ?* »

Monsieur le Maire : « *Oui tout à fait, elle n'est pas reprise par l'enseigne Ford alors peut être qu'il va se mettre ailleurs...* »

Madame ETHUIN : « *... il est en âge de la retraite ?* »

Monsieur le Maire : « *Oui* »

Madame ETHUIN : « *D'accord, donc lui arrête son activité parce qu'il est en âge et donc, Ford ne voulait pas que quelqu'un reprenne...* »

Monsieur le Maire : « *Ford ne voulait pas reprendre son bâtiment pour continuer le garage Ford. Ils vont certainement se mettre ailleurs, je pense, avec peut être une meilleure visibilité.* »

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Monsieur FAUQUEMBERGUE, Directeur des Services Techniques et des Sports
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/09/2023

13. REMBOURSEMENT – LOCATION SALLE BOURSE DU TRAVAIL

Madame Martine THUILLEZ, Adjointe au Maire, expose que Monsieur Sébastien LANCELLE, domicilié 13 rue Diderot à Caudry, avait conclu avec la Ville un contrat relatif à la location de la salle de la Bourse du Travail les 9 et 10 septembre 2023 pour l'organisation du repas d'anniversaire de sa conjointe, Madame RASMONT.

Il s'avère malheureusement que le père de Madame RASMONT est décédé le 27 août 2023 et qu'en raison de ce deuil, ils ne peuvent organiser ce repas festif.

Dans ce contexte particulier, Madame THUILLEZ propose au Conseil Municipal :

- de rembourser, à titre exceptionnel, les frais de location à savoir, la somme de 350 € versée le 7 juillet 2023 par Monsieur LANCELLE à l'ordre du Trésor Public.

Monsieur le Maire : « *Je pense que personne n'y verra d'opposition donc 350 € c'est la totalité.* »

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame VANNIER, Responsable État Civil, Élections et Affaires Générales
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/09/2023

14. DEMANDE DE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE – CAUDRY CYCLING CLUB

Monsieur Claude DOYER, Adjoint au Maire, expose que l'association Caudry Cycling Club a organisé la finale du Trophée du Nord 2023 le 3 Septembre à Caudry.

A ce titre, le président de l'association nous a sollicités en vue de l'obtention d'une subvention exceptionnelle de 800 € pour financer une partie des dépenses.

Un budget prévisionnel à hauteur de 2 138 € nous a été communiqué.

Considérant l'intérêt de cette course qui s'inscrit dans les valeurs de la commune, classée Ville

active et sportive,

Vu l'avis favorable de la commission sport réunie le 31/08/2023,

Monsieur DOYER propose au Conseil Municipal :

- d'accorder une subvention exceptionnelle de 800 € à l'association Caudry Cycling Club.

En cas d'accord, les crédits sont inscrits au budget primitif 2023 – Article 6574.

Monsieur DOYER : « C'est une épreuve qui s'est déroulée sur le boulevard périphérique, qui remontait sur Audencourt, gagnait la zone industrielle pour une arrivée devant les établissements Laurent Bracq, devant le métier de dentelles qui est là installé. Elle a connu un grand succès populaire, comme toutes les courses cyclistes, c'était une course de jeunes et d'adolescents, qui avait été parfaitement organisée par Monsieur Jaurégui qui est un as dans la matière puisqu'il est ancien coureur professionnel et donc on y a vu beaucoup de familles, beaucoup de jeunes gens participaient avec passion et surtout j'ai pu admirer leur bon matériel dont ils étaient particulièrement fiers et ça faisait tout à fait plaisir de voir qu'elle était, pour ces familles, et c'est peut être ce que j'ai retenu, outre l'engagement sportif bien entendu, ce que j'ai retenu, c'était l'engagement personnel, j'entends les économies de ces jeunes gens, les économies que ces jeunes gens ont dû réaliser, ont dû effectuer sur une longue durée pour pouvoir acquérir ce matériel dont ils étaient, je peux vous l'assurer, particulièrement fiers et c'est l'avantage du vélo, c'est de pouvoir rouler sur la Ferrari du moment et c'est un plaisir qu'on n'oublie jamais. »

Monsieur le Maire : « Très bien, c'est vrai, un bel événement avec des coureurs de haut niveau et puis, nos coureurs locaux, se sont bien illustrés. »

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services

Délibération transmise en sous-préfecture le 18/09/2023

15. DEMANDE DE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE – CAUDRY RÉTRO PASSION

Madame Liliane RICHOMME, Adjointe au Maire, expose :

Dans le cadre de son projet de rassemblement de véhicules anciens dans le centre-ville, l'association Caudry Rétro Passion nous a sollicités en vue de l'attribution d'une subvention exceptionnelle de 1 200 €.

Le président de l'association justifie ce montant par des dépenses plus élevées que les années antérieures en raison de la présence de véhicules insolites tels que l'ancienne échelle de pompiers de Caudry, un vieux monster truck, ...

Eu égard de l'animation offerte dans le centre-ville et au succès des éditions précédentes, Madame RICHOMME propose au Conseil Municipal d'accorder cette subvention de 1 200 €.

En cas d'accord, les crédits sont inscrits au BP de l'exercice 2023 – Article 6574.

Madame RICHOMME : « Là aussi c'est une belle manifestation qui rassemble beaucoup de monde... »

Monsieur le Maire : « ... qui rassemble de plus en plus de monde c'est vrai donc avec une nouveauté cette année avec un Monster Truck et puis un vieux camion de pompiers, ça fait bien marcher les commerces, car beaucoup de gens vont dans les bars, les restaurants pour manger le midi. »

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/09/2023

16. DEMANDE DE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE – GRS CAUDRY

Monsieur José DEUDON, Conseiller Municipal, expose que la GRS Caudry a participé aux Championnats de France à Agen le week-end de la Pentecôte.

A ce titre, la secrétaire de l'association nous a sollicités en vue de l'obtention d'une subvention exceptionnelle pour financer une partie des dépenses liées à ce déplacement.

Le coût total du déplacement s'est élevé à 9 354 € et plusieurs actions ont été mises en place par le club afin de réduire cette dépense.

Suite à l'avis favorable de la commission sport réunie le 31/08/2023, Monsieur DEUDON propose au Conseil Municipal :

- d'accorder une subvention exceptionnelle de 2 000 € à la GRS CAUDRY.

En cas d'accord, les crédits sont inscrits au budget primitif 2023 – Article 6574.

Monsieur le Maire : « *Monsieur l'Adjoint au sport, Docteur DOYER, un petit mot là-dessus ?* »

Monsieur DOYER : « *La GRS est une association, uniquement d'enfants et d'adolescents, qui devait entreprendre un voyage assez important et pour un championnat national. Dans le texte qui nous est soumis, il est bien précisé que les gymnastes ont tous participé à hauteur de 80 €, ce qui a permis de réduire la facture. D'autre part, Madame la secrétaire de l'association s'est arrangée avec un autre club pour partager les frais de transport. Je sais bien que cette question, celle des subventions exceptionnelles pour les transports, dans la mesure où il s'agit ici d'un transport pour des enfants et que la commune, Monsieur le Maire en particulier, et dans ce point de vue là comme dans les autres, nous partageons exactement le même point de vue : aider les enfants dans leur activité sportive, ce qui est déterminant dans leur avenir et scolaire, personnel, psychologique et tout ce qu'on veut, je pense que là, il faut savoir ne pas mégoter. La commission, dans le même état d'esprit, veille beaucoup à faire attention, prêter une attention toute particulière aux subventions exceptionnelles qui pourraient être allouées aux transports des adultes. Là, on vient d'avoir un exemple d'enfants qui ont participé au transport, qui méritent une aide particulière, pour les adultes, ma foi, on ne rembourse pas le transport pour aller à une manifestation culturelle à Cambrai, et pourquoi donc le rembourser pour le sport? Je n'ai pas dit que ce serait fait demain, je n'ai aucune autorisation à ce sujet là, mais je voulais simplement dire publiquement que la commission des sports y prête une attention toute particulière.* »

Monsieur le Maire : « *Oui, c'est vrai, je confirme, gros, gros travail de la commission des sports, notamment lors du calcul des subventions aux associations, il y a un calcul très précis qui est fait, avec le nombre de caudrésiens, de non caudrésiens, le nombre, la part de la commune par rapport aux licenciés, le pourcentage que représente la part de la commune dans le budget, c'est vrai qu'on passe des soirées entières avec les membres de la commission sport à faire ces dossiers.* »

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/09/2023

17. VERSEMENT D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE AU CCAS

Monsieur Alain RIQUET, Adjoint au Maire, expose que le transfert par voie d'apport du service d'aide à domicile du CCAS de Caudry vers l'association AMF-AD AFEJI au 1^{er} Juillet 2023 a entraîné en amont, pour l'ensemble des agents, ceux ayant fait le choix du transfert comme ceux ayant choisi leur maintien dans la collectivité (CCAS) et entraînant leur position en surnombre, le versement pour régularisation des soldes de congés, heures supplémentaires et complémentaires, journées de RTT, compte épargne temps.

Les mêmes dispositions devront être engagées avant le 1^{er} Janvier 2024 dans le cadre du transfert du foyer d'hébergement et de stabilisation « Le Trait d'Union », pour les agents relevant de cette structure.

S'agissant des agents du SAD placés en surnombre à compter du 1^{er} Juillet 2023, les rémunérations afférentes seront désormais prises en charge par le CCAS en lieu et place du SAD.

Il en va de même pour 4 agents placés en congés de longue maladie, longue durée ou congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS) et dont le transfert n'était pas possible. Ces dépenses exceptionnelles s'élèvent à 426 000 €.

Dans le cadre du transfert du Trait d'Union, la liquidation des comptes entraînera le versement des réserves obligatoires et d'investissement à hauteur de 119 400,00 €.

Enfin le CCAS, à l'instar de l'ensemble des collectivités, doit faire face depuis le 1^{er} Juillet 2023 à l'augmentation du point d'indice des fonctionnaires de 1,5 % et des relèvements de seuils des carrières de certains cadres d'emplois.

Outre ces dépenses exceptionnelles, le CCAS estime à 14 600 € supplémentaires l'estimation relative à ses dépenses d'énergie faites au moment du vote du budget prévisionnel.

En conséquence, Monsieur RIQUET :

- propose le versement d'une subvention exceptionnelle au CCAS de 560 000 €.
- pour ce faire, l'adoption de la délibération modificative présentée ci-après :

Budget principal Ville de Caudry
Délibération modificative n°1

Section de fonctionnement

Dépenses

Chapitre 022	Dépenses imprévues	-200 000 €
Chapitre 023	Virement à la section d'investissement	-360 000 €

Recettes

Chapitre 65		
Compte 657362	Subvention de fonctionnement au CCAS	560 000 €

Section d'investissement

Recettes

Chapitre 021	Virement de la section de fonctionnement	-360 000 €
--------------	--	------------

Dépenses

Chapitre 23	Immobilisations en cours	
2313	Constructions	-360 000 €

Monsieur le Maire : « *Très bien, merci. Comme vous le savez, le transfert de l'activité du SAD a eu lieu. Ce qui était important pour nous, on vous l'avait dit, c'était que chaque agent soit transféré avec son ancienneté, avec une rémunération qui soit au moins égale, si ce n'est supérieure donc beaucoup, aujourd'hui, gagnent plus à l'association AMF-AD qu'à la commune de Caudry. Les retours, Alain toi tu en as, sur les agents, moi, j'en ai.* »

Propos inaudibles Monsieur RIQUET

Monsieur le Maire : « *Ils sont satisfaits.* »

Propos inaudibles Monsieur RIQUET

Monsieur le Maire : « *Oui tout à fait, les contractuels que nous avons ont été titularisés.* »

Propos inaudibles dans la salle.

Monsieur le Maire : « *Attendez...* »

Madame ETHUIN : « *... le nombre justement d'employés qui ont accepté de rejoindre...* »

Monsieur le Maire : « *... Oui, il y en avait 58 et sur ces 58, il y en a 50 qui ont accepté. Frédéric, petit retour ?* »

Madame ETHUIN : « Et donc ces 8 là restent sous... »

Monsieur le Maire : « ... pour l'instant elles sont sur-nombre. C'est un peu la même chose que quand on a transféré la compétence des piscines intercommunales, les dames n'ont pas voulu être salariées de la société qui avait la DSP donc elles ont été en surnombres. C'est un peu le cas. Ces dames, on les accompagne, c'est important. Beaucoup sont encours de reprendre une activité, Frédéric pourrait confirmer. Elles sont là tous les jours, tous les jours, elles sont au CCAS pour faire des recherches d'emploi. »

Madame ETHUIN : « Donc là, elles sont quoi, au chômage ? »

Monsieur le Maire : « Non, elles sont en surnombre. »

Madame ETHUIN : « Donc elles sont rémunérées ? »

Monsieur le Maire : « Elles sont payées. »

Madame ETHUIN : « Et pendant ce temps-là, elles cherchent du travail tant que vous ne leur trouvez pas d'activité, en dehors de la mairie, de la municipalité ? »

Monsieur le Maire : « Oui, le but c'est de rester, alors, elles ont encore plusieurs choix, c'est de rester, ce qu'elles veulent, c'est rester dans la fonction publique donc elles peuvent postuler, par exemple, il y en a deux qui ont postulé au SIVOM de la Warnelle, Frédéric vous confirmez ? »

Monsieur DUMESNIL : « Deux agents ont postulé au SIVOM de la Warnelle à Clary, j'ai deux agents qui vont postuler d'ici lundi au centre hospitalier de Cambrai pour exercer les missions d'ASH et les autres sont en recherche active d'emploi sur leur domaine de compétence, en priorité, forcément, mais sont prêtes aussi à s'ouvrir à d'autres horizons professionnels, en filière technique, par exemple, sur d'autres collectivités. »

Monsieur le Maire : « Oui donc on les accompagne, tous les jours, elles viennent au travail comme si elles travaillaient au CCAS et on les accompagne dans leur démarche de recherche. Effectivement, il y a une agente qui est intéressée, pour rejoindre, donc elle va faire un essai, elle nous a demandé à faire un essai, on peut le dire, je pense, au jardin espaces verts, pour une reconversion professionnelle. Donc, par rapport à ça Messieurs, Dames, vous savez il fallait leur verser un solde de tout compte puisque ce ne sont plus nos salariés donc il fallait leur rembourser leur solde de congés, les heures supplémentaires, complémentaires, etc... donc c'est le montant qui vous est indiqué 426 000 €, ensuite vous savez quand on fait des investissements, on fait des provisions pour remplacer le matériel, c'est ce qu'on appelle les provisions sur amortissement donc on avait 119 400 € de provisions sur amortissement qu'on a transféré avec notre activité et puis on a des augmentations comme tout le monde, des augmentations de prix de l'énergie qu'on estime à 14 600 € donc on vous demande Messieurs, Dames, de bien vouloir accéder au versement d'une subvention exceptionnelle au CCAS d'un montant de 560 000 €. Y a t-il des contre ? »

Madame ETHUIN : « Je ne vote pas contre Monsieur le Maire. Ça fait plusieurs fois que j'ai envie de le dire donc je vais le faire aujourd'hui. Vous n'êtes pas le seul, d'ailleurs parce que je l'ai entendu ailleurs, mais j'avoue que je suis un petit peu choquée d'entendre, comment dire, sous prétexte que les budgets ont augmentés, on a l'impression que beaucoup reprochent aux fonctionnaires d'avoir été augmenté, or il me semble que ces taux d'indice n'ont pas été augmentés depuis au moins dix ans et donc que les fonctionnaires ont eu une perte de pouvoir d'achat pendant autant d'années et donc pour moi, c'était tout à fait normal qu'à un moment donné, on augmente ce point d'indice et donc je dis, vous n'êtes pas le seul, mais à chaque fois que je l'entends, vous en aviez parlé dès janvier, quand vous aviez fait la, comment dire, les vœux et présenter les vœux au personnel, non le personnel vous avait présenté les vœux, moi, je sentais ça comme un reproche et j'avoue que ça me choque donc je voulais le dire depuis vraiment une paire de mois, voilà et c'est dit. »

Monsieur le Maire : « Non, c'est pas du tout, pas du tout le cas, bien au contraire. On est tout le temps en train de dire que, notamment, les catégories C ne sont pas bien payées et ont des

évolutions de carrière qui sont très, très longues, parce qu'il faut savoir que, pour avoir une évolution de carrière dans la fonction publique, il faut faire des formations, que le CNFPT, donc le Centre National de Formation de la Fonction Publique Territoriale, je le dis ouvertement, se fout de notre gueule, c'est-à-dire qu'ils annulent les formations au dernier moment, ils n'ont pas les formations donc on a des agents qui ne peuvent pas évoluer parce qu'ils n'ont pas les formations, c'est scandaleux. Donc, c'est une très bonne chose pour les agents mais nous, on est obligé de tenir un budget, tenir un budget, on nous dit voilà, ça vous ne l'avez pas prévu, mais on vous remet 300 000 € donc on prend l'électricité, on prend le gaz, là on peut vous le dire, on peut en parler je pense, notre prime de couverture d'accidents de travail. Notre assureur nous a dit, voilà vous avez trop d'accidents de travail, l'année prochaine, vous payerez 280 000 € de plus. On est en train de dire que, et l'État nous impose des choses en dernière minute, voilà on va augmenter les fonctionnaires, paf et démerdez-vous, c'est ça... »

Madame ETHUIN : « ... je vous signale quand même que même les chefs d'entreprise... »

Monsieur le Maire : « ... et l'électricité... »

Madame ETHIUN : « ... ont subi ça aussi. »

Monsieur le Maire : « Oui bien sûr. »

Madame ETHUIN : « C'est pas nouveau, et nous, c'est vrai qu'on a personne, on n'a pas de subvention ou autre pour palier à ces augmentations. »

Monsieur le Maire : « Un petit mot Madame la Directrice Générale des Services ? »

Madame BACCOUT : « Je confirmerai que, effectivement, les augmentations indiciaires, d'une part, n'avaient pas été prévues au moment des votes des budgets, puisque l'annonce a été faite fin juin pour une application au premier juillet donc évidemment, personne, aucune collectivité territoriale n'avait pu prévoir dans son budget cette augmentation de 1,5 du point d'indice. Loin d'être dans la critique de cette augmentation qui va bien droit dans les poches des agents territoriaux, qui sont des salariés et des consommateurs français comme les autres, et qui méritent d'avoir les mêmes règles, et loin s'en faut parfois, mais toujours est-il que les montants ne sont pas prévus au budget, ils ne sont pas compensés par l'État et par conséquent, ces sommes qui vont être injectées dans le chapitre des frais de personnel ne pourront pas être injectées dans d'autres dépenses ou de fonctionnement ou d'investissement, je pense que c'est plus comme ça qu'il faut le voir, mais c'est un fait. »

Madame ETHUIN : « Non, mais j'avais l'impression que c'était... »

Monsieur le Maire : « Non du tout, non, c'est qu'à chaque fois, on nous colle des trucs, des imprévus. »

Madame ETHUIN : « Bienvenue au club ! »

Monsieur le Maire : « Oui, je sais que les chefs d'entreprise c'est pareil aussi, malheureusement. »

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS 1 ABSTENTION : MME DESREUMAUX

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/09/2023

18. RESSOURCES HUMAINES – CONVENTION DE MISE À DISPOSITION D'AGENTS DU CCAS EN SURNOMBRE À LA COMMUNE

Monsieur Yves MARIN, Conseiller Municipal, expose :

Dans le cadre du transfert par voie d'apport du service d'aide à domicile du CCAS de Caudry à l'association AMF-AD AFEJI de Maubeuge au 1^{er} Juillet 2023, huit agents titulaires n'ont pas accepté les propositions qui leur ont été faites de rejoindre ladite association. Ce qui implique de facto le placement en surnombre desdits agents au budget principal du CCAS pendant une période d'une année, soit du 1^{er} Juillet 2023 au 30 Juin 2024.

Durant cette période de surnombre, il pourra être proposé aux agents de réaliser des missions au sein du CCAS ou en dehors de la collectivité d'origine, pour la commune de Caudry par exemple, dès lors que celle-ci en exprimerait le besoin.

La rémunération des agents et les charges sociales afférentes seraient alors versées par le CCAS et remboursées par la collectivité d'accueil.

En conséquence,

Vu la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le décret n°2008-580 du 18 Juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

Vu les besoins des services de la ville de Caudry, Monsieur MARIN invite l'assemblée à :

- autoriser Monsieur le Maire à signer une convention de mise à disposition d'agents du CCAS à la Ville de Caudry et tout document y afférent.

Monsieur le Maire : *« Ça rejoint ce qu'on vous disait tout à l'heure, donc des agents du CCAS ont fait valoir leur envie de rejoindre les services de la ville et donc il convient de passer une convention de mise à disposition d'agents. »*

Madame ETHUIN : *« Juste une petite question. »*

Monsieur le Maire : *« Oui »*

Madame ETHUIN : *« On les invite, on leur propose ou honnêtement, on leur force la main pour qu'ils soient casés quelque part... »*

Monsieur le Maire : *« Non, non, non, on n'insulte pas les gens et on ne force pas la main. »*

Madame ETHUIN : *« Je pense que la question mérite une réponse. »*

Monsieur le Maire : *« Oui, tout à fait. Non, on ne leur force pas la main, c'est de leur propre chef. »*

Propos inaudibles Monsieur RIQUET.

Monsieur le Maire : *« ... perspective, il y a des dames qui ont fait, on en avait parlé, excuse-moi, on vous l'avait dit, nous s'il y a des dames qui veulent faire des formations, aides soignantes, des choses come ça, il n'y a pas de problème, on l'a dit la dernière fois, on va les accompagner. Non, on ne force personne. On ne peut pas, on ne peut pas forcer quelqu'un. »*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 18/09/2023

INFO 1 : DÉCISION DE MONSIEUR LE MAIRE

- Portant ouverture d'un compte à terme

Voir Annexe

Monsieur le Maire : « *Pardon, mais je pense qu'il a un petit souci, parce que ce que tu viens de dire n'était pas avec la question.* »

Madame BACOUT : « *Je pense que l'annexe n'a pas dû être jointe.* »

Monsieur le Maire : « *Alors, dites-nous Madame BACCOUT.* »

Madame BACCOUT : « *Oui, ça concerne le placement du compte à terme de la somme de 5 millions d'euros, ça concernait le placement du compte en forme de compte à terme des 5 millions d'euros, donc le placement a été renouvelé jusqu'au mois d'octobre 2023. Je propose qu'on envoie à l'ensemble du conseil municipal la pièce qui ne figure pas dans les annexes.* »

Monsieur le Maire : « *Ok, très bien.* »

Propos inaudibles Monsieur COLLIN.

Monsieur le Maire : « *La dernière fois, on avait placé 6 mois.* »

Madame BACCOUT : « *Oui 6 mois.* »

Monsieur le Maire : « *Ça nous a rapporté 50 000 € d'intérêt, ça se prend donc là comme les taux ont encore augmenté, ça va être encore plus.* »

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services

INFO 2 : DÉCISION DE PRÉEMPTION DU BÂTIMENT SIS 07 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE

Vu la délibération n°DGS/24-05-2020/Q9 du Conseil Municipal du 24 mai 2020 portant délégations de certaines compétences au Maire et notamment celle relative à la délégation du droit de préemption ;

Monsieur le Maire informe l'assemblée que par arrêté en date du 27 juillet 2023, il a fait exercice du droit de préemption urbain portant sur l'acquisition de l'immeuble situé 07 Place du Général de Gaulle suite à l'adjudication de celui-ci au prix de 115 000,00 €.

Cette acquisition s'inscrit dans les objectifs de la convention d'ORT signée en date du 07 juillet 2023, à savoir :

- poursuivre la stratégie visant à redynamiser le centre-ville à l'intérieur du périmètre de l'ORT au travers de différents outils qui permettent à la commune de développer son plan d'action.
- entreprendre des projets d'acquisition, de rénovation des bâtiments commerciaux stratégiques (murs et fonds de commerce) via le projet de création d'une foncière artisanale et commerciale avec la CCI Grand Hainaut, la Banque des Territoires ainsi que des bailleurs pour la partie logement et que dans l'attente de la création de la foncière, la Commune, par anticipation, se portera acquéresse (à l'amiable ou par préemption) des biens situés dans le périmètre de l'ORT, en particulier dans l'hyper centre-ville, et identifiés comme stratégiques dans l'optique de revitalisation du centre-ville ;

Annexe :

Arrêté Municipal « Exercice du droit de préemption urbain pourtant sur l'acquisition de l'immeuble situé 07 place du Général de Gaulle » en date du 27 juillet 2023

Affaire suivie par Monsieur FAUQUEMBERGUE, Directeur des Services Techniques et des Sports et Madame LEPREUX, Référente juridique des Services Techniques et des Sports

Monsieur le Maire : « C'est le bâtiment qui est juste à-côté de la mairie Casa Presto, qui est un bâtiment emblématique de la ville de Caudry, qui est vraiment une belle position commerciale avec une large terrasse. Dès qu'on a su qu'il était à vendre, on s'est positionné alors une collectivité ne peut participer pas aux ventes aux enchères, c'est pour ça qu'on a dû faire valoir notre droit de préemption. La valeur de la personne qui l'avait acquis au niveau de la vente aux enchères, c'est 115 000 €, et l'estimation des domaines était de 115 000 €, ce qui fait qu'on l'achète à l'estimation des domaines mais bon c'est vraiment, vous connaissez, c'est vraiment un beau bâtiment, une belle terrasse, etc et sans trahir le secret, on peut vous dire qu'on a déjà des gens intéressés sur ce bâtiment. »

INFO 3 : COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU CAUDRÉSIS-CATÉSIS – DÉLIBÉRATION 2023/73 PORTANT PRÉSENTATION DES ORIENTATIONS DU PROJET DE TERRITOIRE DE LA CA2C

Voir Annexe

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services

INFO 4 : COURRIERS REMERCIEMENTS

Voir Annexes

Monsieur le Maire : « Des remerciements, des gens qui nous remercient d'avoir accepté de leur verser une subvention qui facilite le fonctionnement, voilà. »

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services

Monsieur le Maire : « Messieurs, Dames, petite information importante quand même, concernant les conseils municipaux, nous avons décidé de vous équiper de tablettes pour éviter toutes ces masses de papier. Vous serez prochainement équipés de tablettes pour assister aux conseils municipaux, ce qui vous permettra de réduire... Docteur Doyer qui fait des gros yeux, vous allez être formé, Docteur, ne vous inquiétez pas, ça va aller, c'est prévu. Donc, effectivement, on va vous envoyer un courrier pour vous dire que votre tablette est à disposition et que, si vous le souhaitez, vous pouvez avoir une formation et le service informatique prendra un rendez-vous avec vous pour vous former. Merci. Prochain conseil municipal, a priori.... »

Madame BACCOUT : « Le 26 Octobre Monsieur le Maire et je profite pour demander si tout le monde a bien signé le document qui est en train de circuler, qu'on aimerait récupérer. »

Propos inaudibles dans la salle.

Monsieur le Maire : « Qui ne serait pas là? Madame ETHUIN, vous serez la première semaine ? »

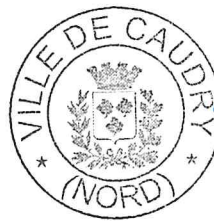
Madame ETHUIN : « Moi les vacances scolaires c'est là où je bosse le plus... »

Monsieur le Maire : « *Il n'y aurait que vous 2 à priori... 4. Apparemment, c'est la seule date qui convient.* »

Madame BACCOUT : « *Les agendas sont déjà bien remplis, on va regarder mais...* »

Monsieur le Maire : « *OK, on regarde. Merci à vous. Bonne soirée.* »

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h20.



Le Maire,

Frédéric BRICOUT